



## **ACTIVITIES ET DECLARATIONS DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE**

**Du Conseil de Barcelone en novembre 2017 au  
Conseil de Genève en juin 2018**





## Conseil

Réunion du Conseil de l'IS à Barcelone, Espagne

**24-25 novembre 2017**



Le Conseil de l'Internationale Socialiste s'est réuni les 24 et 25 novembre à Barcelone, accueilli par son parti membre en Espagne, le Parti socialiste ouvrier espagnol, PSOE. Les délégations de tous les continents, représentant les partis membres de l'IS et les invités, se sont réunis pour discuter de trois grands thèmes : Construire l'avenir avec la gauche : démocratie, égalité et solidarité ; Œuvrer pour la stabilité et la paix dans un monde aux multiples conflits ; et Promouvoir des réponses humaines aux crises humanitaires.

À l'ouverture de la réunion, le Secrétaire général de l'IS Luis Ayala a souligné l'importance des thèmes des discussions et leur pertinence pour le mouvement socialiste. Il s'est déclaré ravi que l'IS ait honoré son engagement de se réunir à Barcelone, rappelant que l'IS était ici pour écouter, partager et soutenir les efforts des socialistes en Catalogne et en Espagne, aux côtés de Pedro Sánchez, leader du PSOE, et de Miquel Iceta, Premier secrétaire du Parti socialiste de Catalogne. Il a noté avec satisfaction que 2017 fut une année qui vit l'IS réaffirmer son engagement face aux enjeux mondiaux, à la suite du XXVe Congrès à Carthagène en mars dernier. Ses partis membres se sont sentis motivés par la conviction partagée que nos principes et valeurs, et la politique telle que nous la comprenons, sont

fondamentaux dans notre lutte commune pour plus d'égalité, plus de justice et plus de solidarité.

Miquel Iceta s'est dit enchanté et honoré d'accueillir l'ensemble des délégués à Barcelone, dans un discours qui a rappelé le travail historique de l'IS et du PSOE dans la promotion de valeurs et de principes communs. Il est revenu sur la manière exemplaire dont la société catalane a réagi au récent attentat terroriste, déclarant que le peuple n'avait pas peur parce qu'ils étaient ensemble. Il a exprimé sa ferme conviction qu'il ne devrait pas y avoir de nouvelles frontières autour de la Catalogne, et que le PSC devrait continuer à œuvrer pour faire de Barcelone la capitale de la Méditerranée et l'une des grandes villes en Europe. Son parti a offert aux Catalans un pays moins divisé, au sein duquel une volonté de donner permet à tous les citoyens de l'emporter, reprenant les mots de l'ancien président de l'IS Willy Brandt, pour qui la réconciliation était la meilleure arme contre l'isolement et les préjugés.

Le président de l'IS George Papandreou a félicité le PSOE et le PSC de défendre les valeurs socialistes partagées à un moment crucial de l'histoire. Il s'est dit convaincu que tant le PSOE que le PSC étaient sur la bonne voie et qu'ils réussiraient à proposer des solutions durables à la crise en Catalogne. Il s'agit de l'un des nombreux défis dans un monde en pleine turbulence, et de souligner qu'il était impossible d'améliorer les sociétés sans l'inclusion et la participation des citoyens, sans leur donnant une voix pour exprimer leurs doléances et leurs espoirs. Il a partagé ses réflexions sur les inégalités croissantes dans le monde et l'absence de responsabilisation démocratique des entreprises devenues plus importantes que les gouvernements. La peur et la marginalisation croissantes dans le monde doivent être combattues par la coexistence a-t-il ajouté, et un changement véritable exige une vision démocratique.

Pedro Sánchez, leader du PSOE et vice-président de l'IS, a prononcé un discours liminaire en clôture de réunion. Il a décrit Barcelone avec les mots de Miguel de Cervantes, une ville unique par sa beauté, refuge des étrangers, hôpital des pauvres et patrie des braves, des mots qui définissent toujours la ville. Le PSOE s'est engagé en faveur d'une égalité radicale entre les hommes et les femmes, de la reconnaissance des diverses identités et des réponses mondiales aux enjeux mondiaux. Il ne laissera personne s'approprier la Catalogne ou l'Espagne, mais il a perçu le besoin de trouver un nouvel accord et d'ouvrir la voie à une nouvelle Constitution. Cette vision a été reprise dans la Déclaration sur la Catalogne adoptée par le Conseil. Quant aux défis mondiaux actuels, il a appelé à plus de démocratie pour contrer la mondialisation, à une économie sociale de marché qui donnerait la priorité à la lutte contre les changements climatiques, à la fin des déséquilibres sociaux et au combat contre la corruption, en vue de laisser le meilleur héritage possible aux futures générations.

Le 25 novembre marquant la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, M. Sánchez a rappelé l'importance de cette date pour les sociaux-démocrates à l'échelle internationale. Plus tôt dans le Conseil, tous les délégués ont marqué cette occasion et ont envoyé un message fort de dénonciation de ces crimes au nom des socialistes du monde entier.

Les diverses interventions sur les principaux thèmes inscrits à l'ordre du jour présentaient différentes perspectives, de la présentation des situations spécifiques locales et nationales aux réflexions sur les défis mondiaux que les peuples du monde entier doivent relever. Parmi les invités de marque, était présent Antonio Ledezma (ABP, Venezuela), ancien prisonnier politique qui, quelques jours à peine avant la réunion, s'était échappé de la maison d'arrêt au

Venezuela où il était retenu prisonnier depuis plus de mille jours. Il a appelé à la libération du Venezuela et à la fin de la souffrance de son peuple. Maung Tun Khin, représentant l'Organisation des Rohingyas birmans, a fait état de manière profondément émouvante et pénible des violences extrêmes et des persécutions dont a souffert la minorité rohingya au Myanmar ces derniers mois. Le Conseil a ensuite adopté une résolution sur la situation au Venezuela et une déclaration sur les Rohingyas.

Suite aux débats, le Conseil a également adopté des résolutions et des déclarations sur la Catalogne, sur les élections en Guinée Équatoriale, sur le Honduras, le Nicaragua et Haïti, sur la Corée du Nord, sur le peuple kurde, sur les récentes élections au Nicaragua, sur l'esclavage et la migration, et sur le Yémen. Le Conseil a exprimé sa sympathie et a envoyé un message de solidarité à toutes les personnes touchées par l'attentat terroriste perpétré contre une mosquée dans la région du Nord Sinaï en Égypte lors de la prière du vendredi le 25 novembre dernier, coûtant la vie à plus de 300 personnes.

Conformément au mandat octroyé par le XXVe Congrès et la réunion du Conseil qui s'est tenue à New York courant de l'année 2017, l'IS a donné son accord et a porté création du comité pour l'égalité des genres. Ses responsabilités porteront sur l'identification des obstacles et la promotion de stratégies et d'idées novatrices pour la réalisation de la parité.

Le Conseil a reçu les rapports des comités éthique et des finances qui se sont réunis à la veille du Conseil. Le comité éthique a procédé à l'élection d'Ariane Fontenelle (PS, Belgique) à la présidence pour la période inter-congrès en cours et le comité des finances réélu Maurice Poler (AD, Venezuela) et Janos Veres (MSzP Hongrie) comme co-présidents et Márcio Bins (PDT, Brésil) comme vice-président. Le Conseil a adopté les rapports des deux comités et a approuvé le budget 2018 de l'IS.

## **DÉCLARATION SUR LA CATALOGNE**

Original : espagnol

L'Internationale Socialiste a toujours appuyé les socialistes espagnols dans leur lutte en faveur de la liberté, de la démocratie et de l'État de droit. Le processus de transition démocratique, après la fin de la dictature franquiste, fut exemplaire pour de nombreux partis membres de notre organisation, et source d'inspiration dans leurs propres luttes pour la conquête des libertés. La Constitution espagnole de 1978 a permis de promouvoir l'État-providence, de faire avancer les droits civils et sociaux ainsi que d'édifier un État hautement décentralisé qui confère aux Communautés autonomes une grande part d'autogestion.

Dans ce cadre de démocratie et de liberté dont jouit l'Espagne et qui fait malheureusement défaut aux partis membres de notre organisation dans quelques régions du monde, l'Internationale Socialiste fait part de sa plus vive préoccupation et partage le rejet de la déclaration unilatérale d'indépendance de la Catalogne du 27 octobre dernier, imposée par une partie du Parlement de Catalogne contre la volonté de la majorité des Catalans et des Espagnols, en violation de la Constitution, du Statut d'autonomie de la Catalogne, de la coexistence civique et de l'intégrité territoriale du pays.

Il n'existe pas en Catalogne de majorité sociale qui soit favorable à l'indépendance, et encore moins qui prône la sortie de la légalité démocratique. La stratégie menée par le gouvernement indépendantiste de Catalogne a eu de graves répercussions politiques, économiques et sociales : en quelques semaines, plus de 2000 entreprises ont plié bagage, une profonde fracture s'est creusée au sein de la société, avec un isolement international et l'affaiblissement des institutions catalanes.

D'autre part, l'Internationale Socialiste observe que le gouvernement de droite en Espagne, par son immobilisme depuis plusieurs années, son refus de dialoguer et son absence de réponses face à la détérioration de la situation politique, a été hautement irresponsable et n'a fait que contribuer à l'aggravation d'un problème. Les socialistes estiment que le gouvernement espagnol actuel doit apporter une fois pour toutes une réponse politique au problème catalan, car une réponse juridique seule ne suffit pas.

Dans ce contexte, l'Internationale Socialiste appuie le PSOE et le PSC dans leur proposition d'une solution passant par le dialogue et la négociation, dans le respect de l'État de droit et des institutions démocratiques espagnoles, et qui aboutisse à une réforme fédérale de la Constitution espagnole ainsi qu'à un nouveau Statut d'autonomie afin que la Catalogne soit mieux intégrée à l'intérieur de l'Espagne.

Enfin, notre organisation considère que la Catalogne a besoin d'un gouvernement qui permette des accords à large majorité, un changement de cap ainsi qu'une politique de réconciliation. Il faut reconstruire les ponts. À cette fin, l'Internationale Socialiste soutient la candidature du premier secrétaire des Socialistes catalans, Miquel Iceta, à la présidence de la Generalitat de Catalunya, lors des élections de la Communauté autonome du 21 décembre prochain.

Réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste  
Barcelone, 24-25 novembre 2017

**RÉSOLUTION SUR LA CRÉATION DU COMITÉ POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES**

Original : anglais

Le Comité pour l'égalité des genres sera composé de cinq femmes et cinq hommes élus parmi les partis membres de l'Internationale Socialiste.

Il sera co-présidé par la Présidente de l'Internationale Socialiste des Femmes et le Président de l'Internationale Socialiste.

Les membres du Comité assumeront des responsabilités particulières afin de mener les tâches spécifiques du Comité.

Le Comité aura pour objectif l'identification des obstacles à l'égalité des genres, la promotion de stratégies et d'idées novatrices pour la réalisation de la parité et veillera à ce que l'équilibre entre les genres soit crucial dans la composition des délégations de partis dans les réunions de l'Internationale Socialiste.

Dans ce cadre, il présentera à l'Internationale Socialiste un rapport annuel qui sera débattu dans la réunion du Conseil correspondante.

---

Réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste  
Barcelone, 24-25 novembre 2017

**DÉCLARATION SUR LA GUINÉE ÉQUATORIALE**

Original : espagnol

L'Internationale Socialiste a suivi avec attention les élections législatives et municipales qui se sont tenues en Guinée équatoriale le 12 novembre dernier. Les partis politiques d'opposition au régime du Général Teodoro Obiang Nguema, dont le parti frère Convergence pour la Démocratie Sociale (CPDS), ont dénoncé de graves irrégularités attestant d'élections qui n'ont été ni transparentes, ni libres, ni justes, étant donné que l'opposition n'a eu accès ni aux médias, ni aux ressources suffisantes.

D'autre part, de nombreux observateurs de l'opposition ont été expulsés des bureaux de vote et arrêtés par les forces de sécurité, empêchant ainsi le contrôle adéquat du scrutin.

Le résultat officiel desdites élections est de 95% des voix en faveur du parti au gouvernement, ce qui est impensable dans un régime démocratique.

Le Conseil de l'Internationale Socialiste, réuni à Barcelone les 24 et 25 novembre 2017, condamne les élections législatives et municipales du 12 novembre en Guinée équatoriale et demande aux partis membres et aux gouvernements dont ils ont l'appui de ne pas reconnaître les résultats desdites élections.

Le Conseil de l'Internationale Socialiste soutient l'opposition politique équato-guinéenne et son parti membre, le CPDS, et souscrit à l'exigence de ce parti selon laquelle le résultat du scrutin doit être déclaré nul et non avenue. Il doit être réorganisé dans des conditions de liberté, transparence et équité, sous le contrôle d'observateurs internationaux impartiaux.

---



Réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste  
Barcelone, 24-25 novembre 2017

**DÉCLARATION SUR LE HONDURAS, LE NICARAGUA ET HAÏTI**

Original : espagnol

Nous, partis membres de l'Internationale Socialiste, réunis à Barcelone les 24 et 25 novembre 2017, observons avec préoccupation l'évolution de la situation des travailleurs migrants d'Amérique centrale et des Caraïbes, et particulièrement du Nicaragua, de Haïti et du Honduras, qui bénéficiaient du statut de protection temporaire TPS, et contre lesquels le gouvernement en place aux États-Unis a lancé un ultimatum prévoyant que les 59 000 Haïtiens, 57 000 Honduriens et 2 500 Nicaraguayens regagnent leurs pays d'origine. Le préjudice qui en découle est incalculable tant pour l'économie familiale que nationale de ces peuples, entraînant en outre la désintégration sociale et familiale de ces peuples, ainsi que des dommages pour leur éducation, leur santé et leurs moyens de subsistance, dus à la perte de leur emploi et à leur expulsion du pays.

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil de l'Internationale Socialiste lance un appel au gouvernement et au Congrès des États-Unis afin qu'ils reviennent sur cette décision et honorent la Déclaration de Philadelphie de 1776 selon laquelle « tous les hommes sont créés égaux » ainsi que l'Article premier de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen, et concrètement le statut de résidence permanente pour ces migrants.

Le Conseil de l'Internationale Socialiste est solidaire de ces populations sœurs car la solidarité n'est pas un slogan, nous sommes tous citoyens d'une réalité mondiale, nous sommes tous réfugiés des conditions humaines, de la violence et de la terreur.

Le Conseil de l'Internationale Socialiste demande le maintien du statut TPS et le retrait de l'ultimatum.

## **DECLARATION SUR LA CORÉE DU NORD**

Original : anglais

La situation de la péninsule coréenne, qui a fait l'objet d'un examen détaillé par le Présidium de l'Internationale Socialiste en septembre de cette année, et d'une déclaration au siège des Nations Unies à New York, reste un défi grave aux yeux de la communauté internationale.

Le Conseil estime que la mise au point d'armes atomiques par le régime nord-coréen, en violation de résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, menace la stabilité et la paix en Asie et dans le Pacifique et doit prendre fin. Les agressions et les provocations de la Corée du Nord ont également des retombées mondiales, et laissent entrevoir la perspective glaçante d'un conflit entre États dotés de la capacité de lancer des armes nucléaires. Par conséquent, nous exhortons tous les États de la région et les États-Unis à s'abstenir de toutes déclarations, initiatives ou activité militaire susceptibles d'aggraver les tensions dans cette zone.

L'Internationale Socialiste, dans le cadre de son engagement fondamental en faveur de la paix et de la diplomatie, réaffirme qu'il est nécessaire de chercher une solution politique aux tensions de la péninsule coréenne. L'Internationale Socialiste œuvrera à la définition de nouvelles initiatives visant à apaiser cette situation au potentiel catastrophique, grâce à la consultation et au dialogue avec ses partenaires de la péninsule coréenne et les acteurs régionaux, y compris avec son parti membre au Japon et les représentants chinois, afin de promouvoir et offrir une solution qui tiennent compte de l'importance régionale cruciale des circonstances actuelles.

Les Jeux Olympiques d'hiver de Pyeongchang, Corée du Sud, en février 2018, offrent l'occasion unique d'une trêve symbolique, telle que prévue dans la Résolution du 13 novembre 2017 adoptée à l'unanimité par les Nations Unies. Le consensus pour la résolution a inclus la République de Corée et la République Populaire Démocratique de Corée, ainsi que les futurs pays d'accueil des Jeux Olympiques : le Japon, la Chine, la France et les États-Unis.

## **RÉSOLUTION SUR LE PEUPLE KURDE**

Original : anglais

En Iran, les violations des droits humains sont devenues banales et se sont normalisées. Le régime iranien ne tient pas compte des conventions internationales lorsqu'il s'agit des droits de l'homme. La communauté internationale doit réagir et rappeler le plus souvent possible la question des droits de l'homme fondamentaux au régime iranien.

Le régime iranien ne s'acquitte pas de ses responsabilités envers son propre peuple. Au cours du puissant tremblement de terre remontant à deux semaines, il n'a même pas permis à la communauté internationale d'intervenir dans l'assistance aux personnes. La communauté internationale doit venir en aide au peuple kurde dans la reconstruction de leurs logements et dans la reprise après la catastrophe, en leur fournissant une assistance et en s'impliquant directement, puisque le régime iranien n'offre pas d'assistance au peuple kurde.

La question kurde en Iran devrait pouvoir faire l'objet de négociations pacifiques, mais malheureusement, le régime iranien, pour l'heure, n'est ni prêt à le faire, ni n'en a les capacités.

Dans le Kurdistan irakien, l'Internationale Socialiste appuie la mise en œuvre de la constitution irakienne, et l'arrêt de tout acte de violence à l'encontre du peuple kurde. L'Internationale Socialiste condamne les mesures militaires prises par le gouvernement irakien dans la région du Kurdistan, en violation de la constitution irakienne. Nous exhortons le gouvernement irakien à mettre en œuvre une solution pacifique et à partager le pouvoir avec les Kurdes, leur permettant l'accès au gouvernement irakien, conformément au cadre défini dans la constitution irakienne, ainsi qu'à lancer des négociations sans préconditions préalables avec le KRG. Nous exhortons également le gouvernement irakien à protéger les droits du peuple Kurde dans les zones contestées et à procéder au retrait des milices desdites zones.

En Syrie, nous saluons la libération de Raqqa, la dénommée capitale des terroristes de Daesh, par les Forces Démocratiques Syriennes et les coalitions internationales. Nous réaffirmons que la seule solution à la question syrienne sera une solution politique, grâce à la participation de tous les représentants démocratiques du peuple syrien y compris, bien entendu, les représentants du peuple kurde. L'objectif ultime de la procédure toute entière sera l'édification d'une Syrie fédérale démocratique, qui fera la promotion de la paix, de la stabilité et de la liberté.

En Turquie, le gouvernement d'Erdogan devrait permettre le retour du dialogue politique ainsi que la libération des prisonniers politiques et des journalistes. Le gouvernement turc doit reprendre le chemin d'un règlement pacifique de la question kurde.

L'Internationale Socialiste appuie la reprise des activités du Comité de l'Internationale Socialiste sur la question kurde, ainsi que l'organisation d'une réunion dans la région du Kurdistan irakien qui se centrerait sur les questions kurdes et créerait l'harmonie entre les membres kurdes de l'Internationale Socialiste.

Réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste  
Barcelone, 24-25 novembre 2017

**DÉCLARATION SUR LES ÉLECTIONS AU NICARAGUA**

Original : espagnol

Le Conseil de l'Internationale Socialiste se félicite de la tenue des élections municipales le 5 novembre au Nicaragua. Ces élections ont été encadrées par la Mission d'accompagnement électoral de l'Organisation des États américains (MAE-OEA), avec à sa tête Wilfredo Penco, Vice-président de la Cour électorale d'Uruguay. Soixante observateurs et experts en organisation, inscription et technologies électorales, en participation des partis politiques, financement et justice électorale, ont assisté à l'observation des élections du 5 novembre dans 15 départements et deux régions autonomes.

Au cours de ces élections, 153 maires et maires-adjoints ont été élus, ainsi que leurs conseillers municipaux respectifs dont 135 du Frente Sandinista. Le taux de participation a été de 52%. Le Conseil de l'Internationale Socialiste se félicite du succès de son parti membre, le Frente Sandinista de Liberación Nacional, aux élections au Nicaragua et félicite également le peuple nicaraguayen.

---

**DÉCLARATION SUR LES ROHINGYAS**

Original : anglais

Le Conseil de l'Internationale Socialiste réitère l'appel, lancé par le Présidium aux Nations Unies à New York en septembre de cette année, pour que cessent les violences à l'encontre du peuple Rohingya au Myanmar, et condamne les persécutions subies par cette minorité. Le maintien des restrictions de l'accès à la zone de conflit aux organismes d'aide et aux représentants des Nations Unies atteste clairement de tentatives de dissimulation des atrocités commises pour expulser par la force les Rohingyas de leurs foyers et de leurs villages. Des preuves accablantes font état de violations systématiques des droits de l'homme et d'épisodes de persécution dans la province d'Arakan, au motif de l'appartenance ethnique. Les responsables doivent répondre de leurs actes. Cette épuration ethnique a poussé plus de 600 000 réfugiés à fuir en traversant la frontière du Bangladesh.

L'Internationale Socialiste avait déjà demandé le droit au retour des personnes forcées de quitter le pays, et même si un pacte récent permet le rapatriement de certains Rohingyas, il n'a aucun sens sans la fin de la répression qui leur est imposée depuis des décennies. Par conséquent, le droit au rapatriement doit s'accompagner d'une suspension des opérations militaires et de la possibilité d'acheminement d'une aide humanitaire par les Nations Unies et autres organisations internationales. Sans quoi, il n'y a aucune garantie que ceux qui regagnent leurs foyers ne seront pas toujours victimes de discrimination aux mains de ceux qui les avaient forcés à fuir et avaient commis des actes de violences odieux. En attendant un retour sans danger des Rohingyas dans leurs foyers au Myanmar, ceux qui ont fui vers des pays limitrophes doivent se voir garantir une assistance humanitaire et tout le soutien nécessaire à la reconstruction de leurs vies.

Le Conseil de l'Internationale Socialiste réaffirme que le gouvernement du Myanmar est responsable de la minorité Rohingya, qui ne doit plus se voir refuser ses droits fondamentaux. Le gouvernement birman doit entamer un dialogue complet pour que les droits des minorités soient respectés et que les Rohingyas soient reconnus et respectés en tant que citoyens à part entière du Myanmar.

---

**DÉCLARATION SUR L'ESCLAVAGE ET LA MIGRATION**

Original : anglais

Tout au long de l'actuelle vague mondiale de migration, le Conseil de l'Internationale Socialiste et son Comité des migrations ont invariablement exhorté au respect des droits humains des migrants et ont souligné la nécessité de remédier aux causes profondes de la migration. Les principes directeurs de l'organisation ont été énoncés en 2015 dans la Charte des droits des migrants, qui précise que le besoin de sortir de la pauvreté, d'échapper aux conflits et de surmonter des difficultés économiques et environnementale constitue le motif le plus courant des migrations et de l'exil.

La Charte de l'Internationale Socialiste atteste de l'attachement de ses partis membres à lutter pour mettre un terme aux injustices, à la discrimination et aux pratiques racistes et xénophobes auxquelles sont confrontés les migrants. Étant donné la situation actuelle des migrants en Libye, le Conseil rappelle vivement les dispositions à l'Article 5 de la Charte, selon lesquelles : « Les pratiques comme l'esclavage, la servitude, le travail forcé ou obligatoire et la traite des êtres humains sont interdites. »

L'émergence récente de preuves substantielles de vente d'esclaves en Libye est le signe bouleversant et exécrable du mépris total des droits humains des migrants qui, dans de nombreux cas, ont été amenés dans le pays contre leur gré et sous de faux prétextes par des trafiquants. Les migrants, en Libye comme dans le reste du monde, sont parmi les plus vulnérables de la société et sont les plus exposés à l'exploitation et aux mauvais traitements.

Le Conseil de l'Internationale Socialiste réitère l'attachement fondamental de ses partis membres à la Charte des droits des migrants, et rejette catégoriquement toutes les violations des droits fondamentaux des migrants dans le monde. Il confie au Comité des migrations de l'Internationale Socialiste, qui a été réinstitué pour cette période d'inter-Congrès, le mandat de poursuivre les activités de l'Internationale Socialiste dans ce domaine, d'œuvrer en faveur de la défense des droits des migrants, et d'élaborer des propositions concrètes ainsi que des initiatives visant à remédier aux causes profondes de ce phénomène.

Réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste  
Barcelone, 24-25 novembre 2017

**DÉCLARATION SUR LA SITUATION AU VENEZUELA**

Original : espagnol

Le Conseil de l'Internationale Socialiste réitère la résolution des 3 et 4 novembre 2017, adoptée à Saint-Domingue, lors de la réunion du Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

1. Libérer immédiatement les prisonniers politiques et garantir le respect des droits humains de tous les Vénézuéliens en vue de créer les conditions permettant de trouver une solution satisfaisante à la crise politique.
  2. Demander l'ouverture d'un couloir humanitaire permettant de faire face immédiatement à l'urgence alimentaire et sanitaire complexe dont souffre le peuple vénézuélien.
  3. Garantir que les élections présidentielles de 2018 soient libres et justes, sans détenus ni radiations, sous la supervision d'une nouvelle autorité électorale qui garantisse leur pleine crédibilité, accompagnée d'une observation internationale effective et qualifiée, de l'Union Européenne, l'Organisation des États américains et l'Organisation des Nations Unies. La légitimité et l'indépendance de l'autorité électorale sont des éléments essentiels pour que la volonté souveraine du peuple vénézuélien s'exprime et soit respectée.
  4. Respecter l'Assemblée nationale et tous ses membres dans l'exercice de leurs fonctions. Respecter la séparation des pouvoirs tels qu'établis dans la Constitution, l'État de droit et les principes démocratiques, et respecter l'autodétermination du peuple vénézuélien.
  5. Le Conseil espère que le processus de dialogue et de négociation soit constructive et sérieuse au prochain rendez-vous des 1 et 2 décembre en République dominicaine, accompagné par des facilitateurs et des garants internationaux, et qu'il pourra apporter des résultats et une réponse démocratique et pacifique à la grave crise au Venezuela.
-

## **DÉCLARATION SUR LE YÉMEN**

Original : anglais

Le Conseil de l'Internationale Socialiste demande que des mesures urgentes soient prises pour remédier à la crise humanitaire au Yémen, où l'insécurité alimentaire touche approximativement 60% de la population, environ 17 millions de personnes. Sept millions d'entre elles sont menacées de famine, tandis que trois millions d'entre elles ont fui leur foyer. Au total, il est estimé que 9,8 millions de Yéménites nécessitent une aide humanitaire de toute urgence, et qu'il manque environ 1 milliard de dollars USD pour financer l'intervention humanitaire.

Le blocus récent imposé par l'Arabie Saoudite et sa coalition a indubitablement aggravé la crise au Yémen et entraîné davantage de souffrances et de pertes de vies. Empêcher l'aide humanitaire d'atteindre la population civile constitue une violation du droit international. L'Internationale Socialiste condamne à nouveau les frappes aériennes aveugles et le recours aux armes à sous-munitions par la coalition internationale, également en violation du droit international. Elles ont tué et blessé des milliers de civils au Yémen. Les tirs de roquettes lancées sans discernement et la pose de mines antipersonnel interdites par les deux côtés du conflit, ont également coûté la vie à des centaines de civils. Les auteurs de violations des droits de l'homme et du droit international commises au cours du conflit yéménite doivent répondre de leurs actes.

Depuis longtemps, l'Internationale Socialiste est profondément engagé en faveur du peuple Yéménite et du Parti Socialiste Yéménite, son membre dans ce pays. Le Secrétaire général de l'Internationale Socialiste avait visité la capitale, Sana'a, où il a tenu des réunions avec des membres du gouvernement, des dirigeants politiques, et des représentants et militants du YSP à une époque de grand espoir d'un avenir pacifique et démocratique pour tous les citoyens du Yémen, perspective qui, aujourd'hui, semble être plus éloignée que jamais. L'Internationale Socialiste continuera d'apporter son appui et sa solidarité à son parti membre et aux citoyens du Yémen, alors qu'ils traversent cette terrible épreuve.

La situation humanitaire a déjà atteint des niveaux sans précédent, et il ne faut pas la laisser se détériorer davantage. Le Conseil de l'Internationale Socialiste demande, à titre prioritaire :

- La levée immédiate du blocus et la reprise des importations de denrées alimentaires dans tous les ports yéménites
- L'engagement de la communauté internationale à pleinement financer les opérations d'aide humanitaire
- L'accès des organismes d'aide à tous ceux qui ont désespérément besoin de secours et d'assistance au Yémen.

La crise Yéménite puise son origine dans le conflit qui ravage le pays depuis 2015, et tant que la paix ne sera pas instaurée au Yémen, il n'y aura aucun espoir de mettre un terme aux souffrances de sa population civile. Par conséquent, il est de la plus haute importance que les parties belligérantes prennent des mesures pour mettre fin au conflit, dans l'intérêt de tous les Yéménites, avec l'appui et l'assistance de la communauté internationale.





## Moyen-Orient

### La décision unilatérale des États-Unis d'Amérique concernant Jérusalem

**6 décembre 2017**

La reconnaissance formelle de Jérusalem en tant que capitale d'Israël est une décision profondément troublant des États-Unis qui aura des conséquences néfastes et d'envergure sur les aspirations de paix au Moyen-Orient. La profonde importance de Jérusalem en tant que lieu sain historique des juifs, des musulmans et des chrétiens rend son statut final crucial pour tout règlement durable du conflit israélo-palestinien. Dès lors, l'avenir de Jérusalem ne peut en aucun cas être décidé unilatéralement par une quelconque nation, un fait reconnu de longue date par la communauté internationale et par les précédents présidents américains, à la fois républicains et démocrates.

La politique étrangère de l'administration américaine actuelle a été caractérisée par des décisions unilatérales prises avec fort peu d'égards au consensus mondial ou aux répercussions plus vastes de telles actions. La reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël et le constant refus d'accéder à la demande légitime des Palestiniens d'un État indépendant anéantissent toute idée que les États-Unis agiront comme médiateurs fiables en légitimant l'occupation israélienne de Jérusalem Est, qui n'a bénéficié jusqu'à présent d'aucune reconnaissance internationale et constitue toujours une violation du droit international.

Alors que cela fait de nombreuses années qu'aucun progrès significatif n'a été observé, cette décision entame l'espoir que les efforts diplomatiques puissent être relancés à court terme, exacerbant les tensions dans la région et ouvrant la voie à de potentielles nouvelles flambées de violence et de soulèvements. L'IS, tout en reconnaissant la colère et la frustration que de nombreux Palestiniens ressentiront, exhorte tous ceux qui demeurent engagés en faveur d'une solution des deux États et de la fin de l'occupation, à répondre pacifiquement à ce dernier revers par des initiatives diplomatiques et politiques.

L'engagement fondamental de l'IS en faveur d'une solution des deux États pour Israël et la Palestine demeure inchangé, bien que les voix de ceux qui, des deux bords, œuvrent pour la paix aient été écartées. L'IS n'a cessé d'appeler à une reconnaissance immédiate et inconditionnelle de l'État de Palestine sur la base des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, notamment à l'occasion de son XXVe Congrès en début d'année lorsqu'elle a lancé un appel à tous les gouvernements qui ne l'ont pas fait, de reconnaître la Palestine comme un investissement dans la paix entre Israéliens et Palestiniens. L'IS réitère cet appel aujourd'hui et enjoint tous les gouvernements qui aspirent à un dénouement pacifique à ce conflit de longue date, à reconnaître l'État palestinien, démontrant ainsi que la communauté internationale élargie reste engagée en faveur d'une solution des deux États, mettant fin à l'occupation israélienne et instaurant une paix juste et durable basée sur le droit international.

## Afrique

### Réunion du Comité Afrique de l'IS, Luanda, Angola

**12-13 décembre 2017**



Latifa Perry

Les partis africains membres de l'Internationale Socialiste se sont réunis à Luanda les 12 et 13 décembre 2017, accueillis par le parti membre de l'IS en Angola, le MPLA. Les discussions du Comité se sont concentrées sur deux thèmes principaux : « Pour des politiques humaines, justes et démocratiques – notre rôle et notre engagement en Afrique », et « Garantir la paix et le règlement des conflits dans la région des Grands Lacs ».

La réunion a été ouverte par Julião Mateus Paulo « Dino Matross », du parti hôte, et par le Secrétaire général de l'IS. Dans son discours d'ouverture, Julião Mateus Paulo est revenu sur ce moment historique dans l'histoire de l'Angola suite aux dernières élections remportées par leur candidat avec 61 % des votes, et le nouveau cycle désormais amorcé. Ils aspirent à une plus grande diversification économique et à une moindre dépendance au pétrole, une transformation qui s'accompagne d'un processus de réformes de l'État et du système judiciaire et à garantir l'emploi, de meilleurs services, plus de justice sociale et une meilleure qualité de vie. Sur la scène internationale, il a fait état des tensions croissantes et a souligné le besoin de coopérer avec les Nations Unies pour dégager des solutions pacifiques aux multiples conflits dans le monde. Concernant l'Afrique, il a mentionné les conflits dans la

région des Grands Lacs, ainsi qu'en Somalie, au Nigéria, en Libye, au Soudan, en République centrafricaine et au Mali, provoquant une émigration illégale massive et dans des conditions inhumaines. Il a réitéré que l'Afrique est riche en ressources naturelles mais pauvre en développement. Au sein de l'IS, nous sommes unis face au besoin de travailler ensemble dans la lutte contre les problèmes du continent.

Le Secrétaire général de l'IS, Luis Ayala, a adressé ses félicitations au Président de la République, João Lourenço, pour sa victoire dans les urnes, se disant satisfait et honoré d'avoir pu accompagner le processus électoral et la transformation que connaît l'Angola. Il a salué l'approche de João Lourenço relative au travail de son gouvernement, d'« améliorer ce qui va bien et corriger ce qui ne va pas ». L'engagement pris par le Président de lutter contre la corruption mérite l'attention et le respect de tous nous. L'Angola a considérablement progressé depuis l'établissement de la paix en 2002 et João Lourenço a apporté une vision solide et un leadership pour l'avenir. En tant que socio-démocrates et socialistes, nous sommes restés fidèles à nos principes et promesses, engagés à garantir les libertés et le respect des droits du peuple, des hommes, des femmes et des jeunes. Au sein de l'IS, nous restons fermes dans la lutte contre les inégalités économiques, pour relever les défis du développement durable et améliorer la vie des gens. Tout en reconnaissant le monde conflictuel dans lequel nous vivons, il est revenu sur le besoin de s'attaquer au déficit démocratique, au problème des inégalités, et d'accroître la justice et la solidarité, pour assurer la paix.

Abordant tout d'abord le thème « Garantir la paix et le règlement des conflits dans la région des Grands Lacs », le Comité a entendu le discours liminaire du ministre angolais des Affaires étrangères, Manuel Augusto, qui a souligné la performance de l'Angola dans le règlement de conflits, signalant qu'alors qu'un processus de pacification et de stabilisation de l'est de la RDC est en cours, de nouveaux conflits ont surgi au Burundi, en République centrafricaine, au Soudan et au Soudan du Sud. Il a évoqué un récent sommet des chefs d'États de l'Angola, du Congo Brazzaville et de la RDC, à l'initiative du Président angolais João Lourenço, et a réitéré l'engagement de l'Angola pour la recherche de la paix et le règlement des conflits dans la région. Les membres du Comité ont pris part à de vifs débats sur ce sujet et ont bénéficié d'une séance de questions-réponses avec le ministre.

Sur le thème « Pour des politiques humaines, justes et démocratiques – notre rôle et notre engagement en Afrique », un discours liminaire a été prononcé par Manuel José Nunes Júnior, membre du bureau politique du MPLA et ministre d'État, lors d'une séance qui a compté sur une grande diversité de perspectives avec de nombreuses contributions des représentants des partis membres en Afrique.

La réunion a donné l'occasion aux participants de partager des informations relatives à la situation nationale de leur pays respectif. De nombreuses rapports ont été soumises, notamment concernant la crise qui touche la population anglophone au Cameroun ; les graves événements qui ont eu lieu au Togo au cours des quatre derniers mois ; la situation en République démocratique du Congo, où le gouvernement s'est engagé à convoquer des élections le 23 décembre 2018 ; le climat actuel en Guinée équatoriale suite aux élections du 12 novembre dernier, à l'occasion desquelles le parti au pouvoir a remporté, sans surprise, tous les sièges sauf un à la Chambre des députés, tous les sièges au Sénat et tous les conseils municipaux ; la situation au Tchad, au Mali, au Niger, au Sénégal et en Guinée, dont le Président Alpha Condé, un membre de l'IS, est à la tête de l'Union africaine. Une

présentation approfondie de la situation actuelle en Angola a également été soumise par João de Almeida Martins, membre du bureau politique du MPLA.

Le Comité a réélu Emmanuel Golou (PSD, Bénin) et Ebrahim Ebrahim (ANC, Afrique du Sud), respectivement président et vice-président du Comité.

Suite aux discussions et au travail de ceux qui se sont réunis à Luanda, une Déclaration a été rédigée, reprenant les principaux points ayant fait l'objet des débats.

---

## **DÉCLARATION DE LUANDA**

Original: espagnol

Les partis membres de l'Internationale Socialiste en Afrique, réunis les 12 et 13 décembre à Luanda avec le MPLA, son parti membre en Angola, pour hôte, déclarent :

Leur entière satisfaction et leur joie de constater que le MPLA, au travers de la gestion du gouvernement du président João Lourenço, met en œuvre un programme ambitieux et un ensemble de priorités qui répondent aux aspirations du peuple angolais dans le cadre d'une démocratie pleinement consolidée et renforcée par l'expression populaire des élections en août dernier ; élections qui furent pleinement justes et libres.

Nous apprécions et soutenons les objectifs énoncés par le président Lourenço de renforcer les institutions politiques et la démocratie à travers le renforcement de l'État de droit, la lutte contre la corruption, la diversification de l'économie et des politiques visant à améliorer les conditions de vie de tous les Angolais.

Nous saluons le plein engagement du président Lourenço à mettre en avant les intérêts de tout le peuple angolais dans la construction d'un pays et d'une société qui offre des perspectives d'avenir à tous ses citoyens, donnant la priorité au progrès social, à l'inclusion, à la lutte contre la pauvreté, à la croissance de l'économie et à un avenir d'avancées qui profitent à tous.

Nous exprimons de manière unanime notre reconnaissance et notre fierté face à la tâche qui incombe aujourd'hui à nos camarades du MPLA et au Président de la République de l'Angola en cette nouvelle étape de l'histoire du pays, nous leur souhaitons le plein succès dans leur gestion.

De même, nous félicitons le président Lourenço pour son rôle dans la gestion et l'initiative relatives à la stabilité et à la sécurité démocratique qui règne dans la région des Grands Lacs, suite à la récente réunion avec ses collègues chefs d'État du Congo Brazzaville et de la République démocratique du Congo, qui a rendu formelle la tenue d'élections en RDC prévues pour le 23 décembre 2018, un élément fondamental pour la stabilité de toute cette région.

Nous continuerons de compter sur la contribution, l'enthousiasme et l'appui du MPLA dans le cadre des travaux de l'Internationale Socialiste aux niveaux régional et mondial en faveur de la paix, de la démocratie, des libertés et des droits de tous face aux défis communs de notre famille politique pour atteindre un monde plus juste et solidaire.

En ce qui trait aux attentes de notre famille politique relatives au Congo :

Nous lançons un appel au gouvernement de la RDC et aux institutions étatiques à assurer et à fournir toutes les conditions requises pour la conduite d'élections justes et libres qui garantissent la participation des différentes forces politiques, tant gouvernementales que de l'opposition, ainsi que de tous les citoyens, et qui conduisent à une transition pacifique vers un gouvernement démocratiquement élu dans les délais indiqués et impartis lors de la réunion entre les trois chefs d'État de l'Angola, du Congo Brazzaville et de la RDC.

L'Internationale Socialiste, directement et au travers de ses membres, est prête à contribuer de manière ouverte et honnête par sa présence et sa participation en vue d'accompagner et de soutenir ce processus électoral à ses différentes étapes, en presumant que les autorités du pays et les instances électorales soient disposées à ouvrir leurs portes à une observation internationale.

En ce qui trait aux graves événements qui se déroulent au Togo depuis déjà quatre mois :

Appuie et exprime sa sympathie et sa solidarité envers le peuple togolais qui manifeste pacifiquement et de manière continue dans tout le pays pour sa liberté confisquée depuis plus de cinquante ans par la même famille biologique. Ces manifestations pacifiques menées par une coalition de quatorze partis de l'opposition, dont le parti membre de l'IS, la CDPA, demande : (a) le retour à la Constitution de 1992 adoptée par référendum avec plus de 97% des voix et ignorée par le régime, perpétuant son maintien au pouvoir en dépit de la volonté exprimée dans les urnes de limiter le nombre de mandats à la tête du gouvernement du pays ; (b) une mise à jour honnête des listes électorales ; (c) le rétablissement des institutions de la République confisquées il y a cinquante ans au profit de la famille gouvernante ; et (d) la libération de tous les prisonniers politiques et de toutes les personnes détenues lors des manifestations qui se sont déroulées depuis le 19 août 2017.

Nous constatons avec regret et consternation, le refus obstiné du gouvernement du Togo d'accéder aux demandes légitimes du peuple et nous condamnons l'utilisation disproportionnée de la force par le régime illégitime visant à étouffer ses aspirations. En outre, nous réaffirmons que l'alternance démocratique est un droit naturel dont le peuple togolais ne saurait être privé indéfiniment et nous lançons un appel à nos membres à se mobiliser en faveur du peuple togolais dans leur pays respectif.

En ce qui trait au Sahara Occidental :

Nous exprimons notre soutien au Secrétaire général des Nations Unies et à son nouvel envoyé spécial dans leurs efforts pour dégager une solution politique, pacifique, juste et durable, et mutuellement acceptable par les deux parties au conflit, conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies.

Quant à l'évolution dramatique et inquiétante de la crise qui touche la population anglophone au Cameroun :

Nous déplorons des pertes de vies humaines, tant au sein de la population civile que dans les rangs des forces de défense et de sécurité. Nous exhortons le président Biya à ouvrir de toute urgence un dialogue franc et sincère avec les différents acteurs crédibles de la société camerounaise, en vue d'éviter la radicalisation de la population dans les régions anglophones du nord-ouest et du sud-ouest qui profite aux sécessionnistes et autres opportunistes. Nous encourageons le Front social-démocratique (SDF) dans sa quête d'une solution durable à cette crise par la voie du dialogue à tous les niveaux et sous toutes ses formes.

En ce qui trait aux travaux pour la paix sur le continent africain :

Nous réaffirmons notre plein engagement et notre appui aux chefs d'État et leaders des partis de l'IS sur le continent africain, comme au Mali et au Niger, ou au Burkina Faso qui, aujourd'hui, se mobilisent pour garantir la paix, enrayer la terreur et promouvoir un environnement sécuritaire pour tous leurs citoyens. De même, nous souhaitons faire mention de notre solidarité envers tous les peuples et toutes les nations d'Afrique qui souffrent des effets de la terreur et des conséquences de conflits douloureux qui frappent les nations du continent du Nigeria et du Soudan du Sud à la Somalie.

Notre reconnaissance au MPLA et à nos camarades en Angola :

Enfin, nous souhaitons faire part de nos profonds remerciements pour la fraternité et l'hospitalité que nous ont témoignées nos camarades du MPLA tout au long de nos travaux à Luanda.



## Syrie

### L'IS alerte sur une nouvelle catastrophe humanitaire en Syrie

**25 janvier 2018**

L'incursion militaire turque en territoire syrien a donné une nouvelle dimension dangereuse au conflit qui fait rage dans ce pays, entraînant de graves répercussions humanitaires pour les populations civiles dans les zones ciblées. Ces victimes innocentes de la dernière flambée de violence avaient déjà souffert aux mains à la fois du régime et des forces terroristes, et se retrouvent une fois de plus au cœur d'un conflit sans aucun moyen de l'éviter.

Selon les porte-paroles des Nations-Unis et les observateurs du conflit en Syrie, l'offensive turque a déjà coûté la vie à des civils et provoqué le déplacement d'au moins 5 000 civils, un chiffre qui ne fera qu'augmenter. Parmi les 324 000 habitants actuels de la région touchée, pas moins de 40 % avaient déjà été déplacés, et bon nombre d'entre eux l'ont été plus d'une fois. Les plus vulnérables ne seraient pas en mesure de fuir, ce qui les expose à un risque accru.

L'IS n'a eu de cesse de réitérer son appui à tous ceux qui œuvrent à l'instauration d'une société démocratique, non sectaire, multiethnique et égalitaire entre les sexes au nord de la Syrie. L'IS reconnaît le rôle joué par les Kurdes Syriens dans la lutte pour vaincre Daesh, ainsi que les épreuves et les lourdes pertes qu'ils ont subies pour cette cause. L'IS donne également acte du danger que représentent les attaques terroristes en Turquie et n'a cessé de condamner de telles attaques. Toutefois, l'offensive turque « Rameau d'olivier » risque non seulement de déstabiliser une région relativement pacifique de la Syrie, mais également de mettre en péril les efforts internationaux visant à éliminer Daesh et de miner le processus de paix engagé en Syrie avec le soutien des Nations Unies.

L'Internationale Socialiste enjoint donc le gouvernement turc à cesser toute opération militaire qui mine les efforts de paix dans la région et menace la vie des civils. Conformément à l'obligation légale des États, la Turquie doit permettre à l'aide humanitaire d'atteindre une nouvelle fois Afrin, où 60 % de la population dépendait de l'aide humanitaire avant même que les opérations militaires en cours ne débutent.



## Guinée Bissau

### L'IS dénonce les violations de la liberté d'association et des autres droits en Guinée Bissau

**2 février 2018**



*Le SG de l'IS et membres du Presidium, le leader du PAIGC, d'autres leaders locaux et des invités internationaux*

Dans la capitale de la Guinée Bissau, plongée dans de profondes tensions, le IXe congrès ordinaire du parti membre de l'IS, le PAIGC, qui devait se dérouler à Bissau du 30 janvier au 4 février, a vu son ouverture empêchée de force par les autorités gouvernementales et la police, en violation de la liberté d'association et d'autres droits, ce que les invités de l'IS au congrès ont fermement dénoncé.

Le 29 janvier, à la veille de l'ouverture prévue du congrès, le leadership du parti a reçu un communiqué des forces de l'ordre stipulant que le congrès n'était pas autorisé à avoir lieu, ce qui a provoqué le rassemblement de centaines de militants au siège du parti le 30 janvier, lieu où devait se tenir le congrès. Néanmoins, aux premières heures du 31 janvier, la police est entrée de force dans le bâtiment, expulsant près de 300 membres du PAIGC, dont un certain nombre furent placés en détention, pour ensuite occuper les locaux et empêcher la tenue du congrès.

À la veille du congrès, plusieurs invités internationaux arrivaient sur invitation du PAIGC, dont le Secrétaire général de l'IS, certains vice-présidents de l'IS de la région ainsi que d'autres leaders et représentants de partis. Le 31 au matin, le leader du PAIGC, Domingos



Simões Pereira, a convoqué une réunion avec les invités internationaux, au cours de laquelle il a fait état des difficultés rencontrées par le parti suite à la décision du gouvernement d'empêcher toute organisation de leur congrès ordinaire, qui aurait dû se réunir la veille. Il a rappelé la volonté du parti d'organiser le congrès tel que convenu. Grâce à la persévérance du leadership du parti et en dépit des entraves arbitraires imposées, le congrès s'est finalement réuni le 31 au soir aux alentours de minuit, sur un terrain à l'extérieur d'un hôtel de la capitale. L'inauguration du congrès s'est déroulée à l'air libre, avec des orateurs s'exprimant devant l'assemblée à haute voix et dans un mégaphone portatif. Dès lors, comptant sur la présence de nombreux délégués de partis, les séances de travail du congrès ont débuté.

Le lendemain matin 1er février, le leader du PAIGC, ainsi que plusieurs autres leaders de différents partis politiques de Guinée Bissau, se sont réunis en session extraordinaire avec les représentants de l'Internationale Socialiste et d'autres invités conviés au congrès, en présence des médias. Lors de la réunion, les leaders et les représentants des partis politiques de la Guinée Bissau ont serré les rangs derrière le PAIGC. Le Secrétaire général de l'Internationale Socialiste s'est exprimé devant l'assemblée pour dénoncer les agissements des autorités les qualifiant de tentative antidémocratique de réduire au silence la voix du peuple et de démanteler les droits et libertés fondamentaux protégés par la constitution et le droit, ainsi que les principes fondamentaux du système démocratique. Il a également fait mention de la solidarité sans équivoque de l'IS avec le PAIGC et toutes les forces politiques démocratiques du pays. D'autres membres du Présidium ainsi que des leaders et représentants de partis issus d'autres forces politiques se sont également exprimés devant l'assemblée pour faire part de leur rejet de ces événements.

Plus tard ce jour-là, une déclaration officielle a été publiée par une délégation de la CEDEAO, l'organisation des États de l'Afrique de l'Ouest, dans laquelle elle enjoint le gouvernement de Bissau à respecter les Accords préexistants sur la situation politique en Guinée Bissau ou encourir des sanctions, et déplore le non-respect de la liberté d'association. Dans le même temps, elle a lancé un appel aux autorités de Guinée Bissau à pleinement respecter l'État de droit et les droits humains, notamment le droit à la libre association, tout en exhortant la sécurité nationale et les forces de défense à garder une position neutre et républicaine vis-à-vis des acteurs politiques du pays.

Suite à ces événements, le IXe congrès ordinaire du PAIGC a repris aux alentours de minuit le 1er février au siège du parti, conformément à la constance des efforts déployés par le leadership du PAIGC, ses membres, et les autres acteurs politiques démocratiques du pays, et au soutien unanime de tous les invités de marque conviés à l'événement.

---

#### **Addendum: Déclaration conjointe publiée le 3 Février 2018 par l'Union africaine et les Nations Unies sur la Guinée-Bissau**

The Chairperson of the African Union Commission, Moussa Faki Mahamat, and the Secretary-General of the United Nations, António Guterres, express concern over the protracted political crisis in Guinea-Bissau despite the multiple opportunities offered to the main political stakeholders to arrive at a consensual arrangement. They denounce the actions being taken by those who seek to obstruct and prevent a resolution of the crisis.

They condemn the recent actions taken by the national authorities to prevent the African Party for the Independence of Guinea and Cabo Verde (PAIGC) from convening and holding its Party Congress, including the directive given to national security services to evacuate and shutter the party's headquarters. They call on all relevant authorities to strictly adhere to international human rights and humanitarian law and to immediately remove all restrictions on the right to peaceful assembly, political participation and freedom of speech.

The Chairperson of the African Union Commission and the Secretary-General of the United Nations fully endorse the recent decisions on Guinea-Bissau taken by the Authority of Heads of State and Government of the Economic Community of West African States (ECOWAS) on the margins of the African Union Summit in Addis Ababa, Ethiopia, on 27 January, and endorsed by the 30th Ordinary Session of the Assembly of Heads of State and Government of the African Union on 29 January 2018, and welcome the communiqué issued by the ECOWAS ministerial mission that visited Guinea-Bissau on 31 January and 1 February. They support the measures being taken by ECOWAS against "political obstructionists" in the country. They reiterate their endorsement of the centrality of the Conakry Agreement which, inter alia, provides for the appointment of a consensual Prime Minister, and call on the main political stakeholders to faithfully and urgently implement this Agreement, as well as the ECOWAS Roadmap to which they have all signed up to.

The Chairperson of the African Union Commission and the Secretary-General of the United Nations reaffirm their commitment to continue to closely follow all political developments and to support ECOWAS in its efforts to ensure a swift resolution of the protracted crisis in Guinea-Bissau, and stand ready to employ additional measures, should the situation warrant it.

### **Declaração conjunta da União Africana e das Nações Unidas sobre a Guiné-Bissau**

O presidente da Comissão da União Africana, Moussa Faki Mahamat, e o secretário-geral das Nações Unidas, António Guterres, expressam sua preocupação com a prolongada crise política na Guiné-Bissau, apesar das múltiplas oportunidades oferecidas aos principais interessados políticos para chegar a um arranjo consensual. Os dois líderes criticam as ações que estão a ser tomadas por aqueles que procuram obstruir e evitar uma resolução da crise.

Condenam as recentes medidas tomadas pelas autoridades nacionais para evitar que o Partido Africano para a Independência da Guiné e Cabo Verde (PAIGC) reúna e realize o seu Congresso, incluindo a ordem dada aos serviços de segurança nacional para evacuar e fechar a sede do partido. Apêlam a todas as autoridades relevantes para que respeitem rigorosamente os direitos internacionais dos direitos humanos e direito humanitário e removam imediatamente todas as restrições ao direito à reunião pacífica, à participação política e à liberdade de expressão.

O Presidente da Comissão da União Africana e o Secretário Geral das Nações Unidas subscrevem plenamente as recentes decisões sobre a Guiné-Bissau tomadas pela Autoridade dos Chefes de Estado e de Governo da Comunidade Económica dos Estados da África Ocidental (CEDEAO) à margem da Cimeira da União Africana em Adis Abeba, Etiópia, em 27 de janeiro, e aprovada pela 30ª Sessão Ordinária da Assembleia de Chefes de Estado e de Governo da União Africana em 29 de janeiro de 2018 e saúda o comunicado emitido pela missão ministerial da CEDEAO que visitou a Guiné-Bissau entre 31 de janeiro e 1 de fevereiro. Eles apoiam as medidas tomadas pela CEDEAO contra "obstrucionistas políticos"

no país. Reiteram o seu apoio à centralidade do Acordo de Conacri que, entre outras coisas, prevê a nomeação de um primeiro-ministro consensual e solicita aos principais interessados políticos que implementem de forma fiel e urgente o presente Acordo, bem como o Roteiro da CEDEAO que todos subscreveram.

O Presidente da Comissão da União Africana e o Secretário-Geral das Nações Unidas reafirmam o seu empenho em continuar a acompanhar de perto todos os desenvolvimentos políticos e apoiar a CEDEAO nos seus esforços para assegurar uma rápida resolução da crise prolongada na Guiné-Bissau e Pronto para empregar medidas adicionais, caso a situação o justifique.

---

## Costa Rica

### SG de l'Internationale Socialiste au Costa Rica

**Février 2018**

Le Secrétaire général de l'IS, Luis Ayala, s'est rendu au Costa Rica pour y observer les élections du 4 février



*Luis Ayala avec Bernal Jimenez, ancien président du PLN et vice-président de l'IS (Diario Extra)*



*Oscar Arias, ancien président du Costa Rica et lauréat du prix Nobel de la paix, avec le Secrétaire général de l'IS, Luis Ayala*



## Paraguay

### Conférence au Paraguay

22 février 2018



*De gauche à droite: Rafael Michelini, Vice-président de l'IS, NE Uruguay; Rafael Filizzola, Président du PDP Paraguay; Mario Nalpatian, Vice-président de l'IS, de l'ARF Arménie; Luis Ayala, Secrétaire Général de l'IS; Efraín Alegre, candidat présidentiel de GANAR, Paraguay; Alejandro Guiller, Sénateur du Chili; Desirée Massi, Sénatrice du Paraguay; Edgar Giménez, Secrétaire Général du PDP, Paraguay; Pedro Arthuro Santacruz, Sénateur du Paraguay.*

Avant les prochaines élections générales au Paraguay, qui se tiendront le 22 avril 2018, le Parti Démocratique Progressiste (PDP) du Paraguay, membre de l'IS, a tenu une conférence à Asunción le 22 février sous le thème «Unis pour construire l'avenir: Expériences d'alliances au gouvernement», avec la participation d'Efraín Alegre, candidat présidentiel de l'alliance «Gran Alianza Nacional Renovada» (GANAR), dont le PDP est membre, ainsi que des dirigeants de l'IS et d'autres personnalités politiques spécialement invitées.



## Burkina Faso

### L'IS condamne les attaques terroristes à Ouagadougou

**3 mars 2018**

L'Internationale Socialiste condamne sans réserve les attaques terroristes perpétrées à Ouagadougou le 2 mars dernier contre l'état-major des armées burkinabé et l'ambassade de France. Ces actes barbares, qui ont coûté la vie à des dizaines de personnes, n'ébranleront en aucun cas la détermination de ceux qui œuvrent sans relâche pour libérer le Burkina Faso et la région du Sahel de la menace de la violence et de la terreur.

Le Burkina Faso a subi de multiples attaques terroristes au cours des dernières années, et l'IS exprime sa profonde solidarité avec le peuple burkinabé et son parti membre dans ce pays, le MPP, alors qu'ils se relèvent de ce dernier incident meurtrier. Le terrorisme détruit des vies, porte atteinte au bien-être de tous les citoyens touchés et représente un obstacle majeur au développement économique et social.

La menace terroriste ne se limite pas au Burkina Faso, et l'IS offre son soutien inconditionnel aux efforts du Président burkinabé Roch Marc Christian Kaboré et de son gouvernement pour combattre les terroristes insurgés dans toute la région du Sahel, en coopération avec d'autres membres du groupe opérationnel du G5 Sahel. Toute tentative de déstabilisation de la coopération régionale contre la menace terroriste actuelle doit se heurter à une détermination renouvelée et à une volonté renforcée.

Les leaders du groupe opérationnel du G5 Sahel ont récemment réclamé plus de financement de la part de la communauté internationale pour leurs initiatives conjointes, d'autant plus pertinentes à la lumière des tragiques événements qui se sont déroulés à Ouagadougou. L'IS réitère les appels lancés aux partenaires internationaux par son Présidium en septembre 2017 à offrir leur soutien plein et entier à cet organisme, dont la mission est vitale pour la sécurité de la région.





## Journée Internationale de la Femme

### L'Internationale Socialiste célèbre la Journée internationale de la femme

**8 mars 2018**



## International Women's Day

L'Internationale Socialiste célèbre aujourd'hui la Journée internationale de la femme, en reconnaissance de la lutte continue en faveur des droits des femmes dans le monde entier. La Journée internationale de la femme est particulièrement chère à l'IS puisque cet événement fut célébré pour la première

fois à la suite d'une résolution de la Seconde conférence internationale des femmes socialistes à l'occasion du Congrès de l'Internationale Socialiste de Copenhague en 1910. La cause des droits des femmes a été au cœur du mouvement socialiste et social-démocrate mondial depuis sa création et demeure, jusqu'à aujourd'hui, un point essentiel de son programme.

Depuis l'instauration de la Journée internationale de la femme, d'importants progrès ont sans conteste été réalisés dans la quête de l'égalité des sexes. Les femmes officient aux plus hautes instances élues dans de nombreux pays et ont plus de perspectives que jamais dans de vastes parties du monde en termes d'éducation et d'emploi. Il n'en demeure pas moins que l'objectif d'égalité entre les femmes et les hommes au sein des gouvernements et de la société n'est pas encore atteint, puisque les femmes sont toujours en moyenne moins bien payées que les hommes pour un travail de valeur égale, et demeurent sous-représentées aux plus hautes sphères en entreprise et en politique. Il n'est donc pas suffisant de rappeler les résultats atteints par le passé, il s'agit de faire tout notre possible pour rétablir les injustices structurelles et systématiques qui accablent toujours la moitié de la population mondiale d'un désavantage injuste et injustifiable dès leur naissance.

Par ailleurs, les révélations qui se sont succédées l'année dernière concernant un nombre incalculable d'affaires de harcèlement sexuel et de discriminations à l'encontre des femmes sur le lieu de travail, tous secteurs confondus et notamment en politique, sont autant d'indicateurs du grave problème que posent toujours le sexisme, l'exploitation et les violences sexuelles. De tels comportements seront toujours injustifiables et l'Internationale Socialiste est solidaire avec toutes les victimes de harcèlement et de discrimination au travail et s'engage à faire en sorte que cette question ne soit ni négligée ni oubliée. Le seul résultat acceptable réside dans un changement durable et dans l'éradication du sexisme et du harcèlement sexuel.

L'Internationale Socialiste est fière de ses états de service en faveur de la promotion et de la défense des droits des femmes, à la fois au sein de l'organisation et dans le cadre de ses travaux politiques. En cette Journée internationale de la femme, nous rendons hommage à toutes les femmes travaillant dans nos partis et organisations membres pour parvenir à l'égalité entre les hommes et les femmes et forger un avenir meilleur et plus prospère pour tous.



Grèce

Congrès fondateur du Mouvement pour le changement, Kinima Allagis

Mars 2018









## India

Le SG de l'IS au 84ème Congrès de l'INC

**Mars 2018**



*Rahul Gandhi,  
Président de l'INC,  
avec Luis Ayala,  
Secrétaire général de  
l'IS*



*Anand Sharma, Chef  
adjoint du parti  
parlementaire de  
l'INC; Manmohan  
Singh, ancien Premier  
Ministre de l'Inde;  
Luis Ayala, Secrétaire  
Général de l'IS; et  
Sonia Gandhi*





*Anand Sharma, Chef adjoint du parti parlementaire de l'INC; Manmohan Singh, ancien Premier Ministre de l'Inde; Luis Ayala, Secrétaire Général de l'IS; et Sonia Gandhi*

## UIP

### Réunion de l'IS à la 138ème Assemblée de l'UIP

**25 mars 2018**



L'IS a convoqué sa réunion des parlementaires des partis membres de l'IS dans le cadre de la 138ème Assemblée de l'Union interparlementaire, UIP, qui s'est tenue, en cette occasion, à Genève du 24 au 28 mars.

La réunion, à laquelle étaient présents les parlementaires de tous les continents, a donné l'occasion aux participants de faire part de leur opinion sur les sujets clés inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée de l'UIP et de discuter de questions précises de nature nationale ou internationale avec d'autres collègues de la famille sociale-démocrate.

Les discussions ont porté sur les questions soumises pour inscription comme points urgents à l'ordre du jour de l'Assemblée, à savoir les conséquences de la déclaration des Etats-Unis d'Amérique sur Jérusalem et les droits du peuple palestinien à Jérusalem à l'aune de la Charte et des résolutions des Nations Unies et la violence à l'égard des femmes sur le lieu de travail, en particulier dans les parlements, au lendemain du mouvement #MeToo. Les participants à la réunion ont entendu le représentant palestinien au sujet des événements survenus au cours des six mois qui se sont écoulés depuis la précédente réunion et de la pression exercée sur le peuple palestinien par Israël et les Etats-Unis depuis la décision du gouvernement américain de déplacer son ambassade à Jérusalem. Ceci vient s'ajouter aux autres décisions prises par les Etats-Unis d'Amérique de supprimer leurs contributions à

l'UNWRA, dont les conséquences sont désastreuses pour près de 5 millions de réfugiés palestiniens, et de fermer le bureau de l'OLP à Washington. Au cours des discussions, des manifestations de soutien et de solidarité aux Palestiniens ont été exprimées et des déclarations sur l'importance de trouver une solution au problème de la violence à l'égard des femmes ont été faites.

Le thème « Renforcer le régime mondial applicable aux migrants et aux réfugiés » a également été abordé par les participants, au regard du processus conduit par les Nations Unies pour un pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (GMC) et un pacte mondial sur les réfugiés (GCR), dont l'adoption est prévue pour la fin de l'année. Il a été proposé d'inviter des membres à participer à ces débats parlementaires en vue de contribuer au développement de concepts communs sur ces sujets, pour une approche du GCM et du GCR partagée par notre famille politique, en s'appuyant sur les précédentes prises de position et décisions de l'IS sur les migrations et les réfugiés.

Dans le cadre des discussions portant sur les migrations et les réfugiés, des expressions de condamnation unanime ont été formulées à l'encontre du Myanmar au sujet du traitement infligé au peuple Rohingya et de l'incapacité d'Aung San Suu Kyi à s'y opposer, constituant une trahison à l'égard du peuple birman et de la confiance que la communauté internationale lui a accordée. Il a été souligné que la position de l'Internationale Socialiste à ce sujet a été très claire dès les prémices de cette tragédie ; pourtant, les membres de la communauté internationale continuent à injecter de l'argent au Myanmar et des mesures sont nécessaires pour enrayer cette situation et faire évoluer les attitudes politiques.

Les participants à la réunion se sont vus remettre un rapport sur la grave situation qui prévaut toujours au Venezuela, provoquant l'exode de plus de 4 millions de Vénézuéliens au cours des dernières années. Le HCR n'a cessé d'appeler la communauté internationale à apporter son aide à ces Vénézuéliens forcés de quitter leur pays. La population souffrirait de famine et de misère ainsi que du manque de produits pharmaceutiques et de traitements contre les maladies chroniques. Le manque de nourriture n'a fait qu'empirer avec la destruction de l'industrie agricole du pays et la mauvaise gestion patente de l'économie par le gouvernement. Il est également estimé que la majorité au parlement national, dont les deux-tiers sont issus de l'opposition, a été punie par le gouvernement et n'a perçu aucune rémunération depuis le début de l'année 2016.





## Etat-Unis

### **L'Internationale Socialiste encouragée par les manifestations massives des jeunes dans les villes des États-Unis et ailleurs dans le monde contre la violence armée**

**26 mars 2018**

L'Internationale Socialiste est encouragée par le nombre massif de jeunes qui ont manifesté dans différentes villes des États-Unis et dans le monde entier dans le cadre de la « Marche pour nos vies » du samedi 24 mars dernier. Ce mouvement populaire, mené par des jeunes dont les vies ont été profondément affectées par la violence armée, a été une véritable source d'inspiration et devrait marquer un tournant en faveur d'une réelle réforme du contrôle des armes à feu aux États-Unis.

En exerçant leur droit à manifester pour défendre ce en quoi ils croient, ces jeunes gens courageux ont lancé un appel aux élus. Ceux renvoyés à traduire la volonté du peuple doivent désormais répondre aux appels urgents à légiférer pour éviter que de nouveaux massacres dans les écoles se produisent, en sachant que quiconque échouera à répondre à ces appels sera tenu pour responsable dans les urnes.

Le débat autour de la violence armée et de la législation des armes à feu aux États-Unis a attiré l'attention sur l'influence néfaste des intérêts particuliers et des groupes de pression. Le processus démocratique repose sur les politiciens qui agissent dans l'intérêt des citoyens, plutôt que de ceux qui ont financé leur campagne électorale. Comme l'ont déclaré à de nombreuses reprises l'IS et ses membres, la démocratie est mise à mal et le progrès et le développement sont entravés quand des intérêts particuliers sont trop puissants et capables d'influencer le résultat des élections.

La bravoure, la détermination et l'optimisme de ceux qui ont pris part à la Marche pour nos vies sont un rappel qu'il est possible d'avoir un impact en faveur d'un changement positif et l'IS soutient résolument leur cause. Pour l'IS, il est évident que les enfants et les jeunes adultes devraient pouvoir grandir et aller à l'école et à l'université en toute sécurité, partout dans le monde. Nous sommes solidaires avec tous ceux qui ont été touchés par les incidents liés à la violence armée à l'école et sur les campus universitaires aux États-Unis, qui se sont produits à un rythme de plus d'un par semaine depuis le début de l'année 2018.



## Moyen-Orient

### L'IS dénonce la mise à mort de Palestiniens non armés par Israël le long de la frontière de Gaza

**1 avril 2018**

L'Internationale Socialiste dénonce fermement la mise à mort de 16 Palestiniens par l'Armée de défense d'Israël lors d'une manifestation le long de la frontière de Gaza avec Israël vendredi dernier. Les manifestations étaient organisées dans le cadre de l'initiative « marche du retour » à Gaza. Aux 16 personnes tuées s'ajouteraient 700 blessés ayant besoin de soins hospitaliers à Gaza, nombre d'entre eux ont été touchés par des balles réelles. Le recours à la force meurtrière contre des manifestants et l'ampleur des pertes humaines constituent une escalade majeure du conflit dans la région et font voler en éclat les espoirs d'une reprise du processus de paix.

L'IS soutient et se fait l'écho de l'appel lancé par le Secrétaire général des Nations Unies et d'autres à ouvrir une enquête indépendante sur ces violents incidents et la réponse meurtrière de l'armée israélienne. Les troupes israéliennes ont l'obligation de respecter le droit relatif aux droits de l'homme et de s'assurer que les forces létales ne sont utilisées qu'en dernier recours. Jusqu'à présent, la réponse donnée par le Ministère israélien de la défense a été de rejeter tout appel à une enquête indépendante et transparente, jetant de sérieux doutes sur la légalité de la réponse militaire. Compte tenu des rapports des organisations de défense des droits de l'homme faisant état de manifestants non armés pris pour cibles par des balles réelles, il est vital qu'Israël autorise le déroulement de cette enquête.

Comme l'a averti l'IS en décembre de l'année dernière, les récents revers du processus de paix ont eu pour effet d'attiser les tensions, ouvrant la voie à des formes de violences et de troubles tels qu'observés ces derniers jours. Le cycle de la violence ne sert qu'à entacher toute perspective de paix durable puisqu'il muselle les voix modérées des deux côtés exhortant à la reprise des négociations.

Les événements de vendredi dernier sont autant de preuves que ceux qui, en Israël et en Palestine, plaident pour la paix, notamment les partis membres de l'IS, ont plus que jamais besoin de l'aide et de la solidarité internationale pour contrer la position des éléments radicaux des deux camps pour qui le conflit est inévitable. L'objectif d'une paix négociée, durable et basée sur le droit international reste la seule résolution viable du conflit israélo-palestinien et l'engagement de l'Internationale Socialiste en faveur d'une solution des deux États avec Israël et la Palestine vivant côte à côte demeure inchangé.



## Pérou

### L'IS au VIIIème Sommet des Amériques au Pérou

Avril 2018



*Secrétaire général de l'IS, interview sur la télévision RPP, Pérou*



*Luis Florido, Voluntad Popular, avec Luis Ayala, SG de l'IS*



*Manifestation organisée par l'APRA en solidarité avec l'opposition vénézuélienne*





*Lors d'une réunion à Lima  
avec dirigeants de l'APRA  
devant une peinture murale  
de son fondateur, Raúl  
Haya de la Torre*



## Paraguay

### L'IS au Paraguay pour les élections

22 avril 2018



*Candidat à la présidentielle Efrain Alegre (centre gauche) avec le Secrétaire général de l'IS, Luis Ayala (centre droit), et les vice-présidents de l'IS Rafael Michelini, PNE Uruguay (gauche) et Mario Nalpatian, ARF Arménie (droite)*





*Gerardo Morris, APRA, Pérou  
(centre) avec le candidat à la  
présidence Efraín Alegre (droite)  
et Rafael Filizzola, PDP,  
Paraguay (gauche)*





## Nicaragua

### Déclaration de l'Internationale Socialiste sur le Nicaragua

**23 avril 2018**

La mort de près de 30 citoyens nicaraguayens, suite à la répression orchestrée par la police nationale et d'autres groupes armés contre les manifestations organisées ces derniers jours dans le pays pour protester contre l'annonce gouvernementale de réformes du régime de sécurité sociale, est strictement intolérable et ne saurait être justifiée.

Ces pertes humaines et la violence déplorable utilisée à l'encontre des manifestants ont provoqué une onde de consternation dans les rangs de l'Internationale Socialiste. Nous exprimons par là même notre profonde inquiétude face aux limites imposées aux moyens de communication et face au nombre indéterminé de détenus, lesquels doivent être immédiatement remis en liberté.

Un État démocratique se doit, de tout temps, de veiller à préserver la vie de ses citoyens et les protéger, de même qu'il lui incombe d'apporter des réponses à leurs demandes et préoccupations, dans le respect de leur vie, de leurs droits et de leurs libertés.

Nous lançons aujourd'hui un appel fort au gouvernement du Nicaragua à enclencher un processus de réponses efficaces aux revendications de ses citoyens dans un esprit d'inclusion et de justice, à rétablir la paix sociale par des initiatives permettant à l'ensemble de la population nicaraguayenne de retrouver le chemin de la coexistence, dans le cadre de la démocratie.



## Palestine

### L'IS assiste à la 23ème session du Conseil national palestinien

**30 avril 2018**

Le président de l'IS, George Papandreou, et le secrétaire général, Luis Ayala, ont assisté à la séance inaugurale de la 23ème session du Conseil national palestinien, sous le titre "Al-Quds et la protection de la légitimité palestinienne", au siège présidentiel à Ramallah le 30 avril 2018, et un séminaire international organisé en relation avec cette session.



George Papandreou et Luis Ayala, pendant leur séjour, ont déposé une gerbe au mausolée de Yasser Arafat, ancien président de l'Autorité nationale palestinienne et président de l'Organisation de libération de la Palestine, à Ramallah







## République Dominicaine

L'IS lors des commémorations du 20e anniversaire de la mort de  
José Francisco Peña Gómez

8-10 mai 2018





## Moyen-Orient

### L'Internationale Socialiste condamne le massacre de manifestants à Gaza

**15 mai 2018**

L'Internationale Socialiste condamne le recours à des tirs réels par les forces israéliennes contre des manifestants à Gaza, tuant au moins 60 personnes et blessant des milliers d'autres. L'effusion de sang de lundi présente de terribles ressemblances avec les événements qui se sont déroulés le 30 mars dernier, au cours desquels plusieurs Palestiniens non armés ont été abattus par l'Armée de défense d'Israël au cours d'une manifestation majeure. Hier encore, des Palestiniens exerçant leur droit de manifester pacifiquement ont à nouveau été pris pour cibles. De nombreux enfants de moins de 16 ans figurent parmi les victimes. Un nombre de pertes humaines aussi élevé n'a pas été vu à Gaza depuis le conflit entre Israël et Gaza fin 2014 et l'IS est aujourd'hui solidaire avec le peuple palestinien.

Les responsables de ces massacres doivent rendre des comptes. En début d'année, les appels lancés par le Secrétaire général des Nations Unies, les membres de la communauté internationale et l'Internationale Socialiste, à mener une enquête indépendante sur ces massacres ont été rejetés par le gouvernement israélien. En l'absence d'enquête, le message clairement lancé est que les forces israéliennes peuvent agir en toute impunité. Il est dès lors d'une importance capitale qu'une enquête indépendante et transparente puisse être menée sous l'égide des Nations Unies sur ces événements tragiques afin de s'assurer qu'ils ne se reproduisent pas. Il devrait être inutile de rappeler que les troupes israéliennes ont l'obligation de respecter le droit des droits de l'homme et de garantir que la force meurtrière n'est utilisée qu'en ultime recours.

Les manifestations se sont déroulées le jour de l'ouverture de la nouvelle ambassade des Etats-Unis à Jérusalem, une décision prise par le gouvernement américain qui a gravement nuit à la poursuite du processus de paix au Moyen-Orient en avançant unilatéralement les négociations sur le statut définitif de Jérusalem, à laquelle les Juifs, les Musulmans et les Chrétiens attachent une grande importance. Cette décision, prise au détriment du consensus général sur la voie menant à la paix au Moyen-Orient ou des ramifications plus larges d'un acte politique qui touche les sensibilités de millions de personnes de toutes les cultures et de toutes les religions, associée au veto mis par Etats-Unis au Conseil de sécurité des Nations Unies pour une enquête indépendante sur les massacres à Gaza, sont autant d'obstacles à la paix.

Au regard de la situation volatile et de la rapide réduction des perspectives d'atteinte d'une paix durable dans la région, il revient à tous ceux qui, au sein de la communauté internationale, désirent assister à la résolution de sept décennies de conflits, d'intensifier de toute urgence leurs efforts diplomatiques afin d'atteindre une solution des deux États, où Israël et la Palestine vivraient côte à côte dans la paix.

## Amérique Latine et les Caraïbes

### Réunion du Comité de l'IS pour l'Amérique latine et les Caraïbes à Montevideo, Uruguay

17-18 mai 2018



Le comité de l'Internationale Socialiste pour l'Amérique latine et les Caraïbes s'est réuni le jeudi 17 et vendredi 18 mai à Montevideo, accueilli par son parti membre en Uruguay, Nouvel Espace (NE).

À l'ouverture de la rencontre, le président de NE, vice-président de l'Internationale Socialiste et sénateur Rafael Michelini a souhaité la bienvenue aux plus de cinquante délégués (se référer à la liste des participants), représentant près de vingt partis politiques sociaux-démocrates de la région. M. Michelini a également salué la présence et la compagnie des autorités gouvernementales et politiques du Frente Amplio d'Uruguay, remerciant tout particulièrement la vice-présidente du pays, Lucía Topolanski, et l'ancien président José *Pepe* Mujica.

Prenant la parole à l'ouverture du Comité, le président de Nouvel Espace a déclaré estimer que certaines spécificités du pays expliquent le troisième mandat gouvernemental consécutif de la coalition de centre gauche, le Frente Amplio, alors que dans certains pays d'Amérique latine et des Caraïbes, les forces politiques de la famille sociale-démocrate vivent des moments plus complexes. Le Frente Amplio, tant à ses débuts qu'ensuite, au gouvernement, a fonctionné en reconnaissant la diversité de ses membres tout en mettant l'accent sur l'unité nécessaire de ses actions grâce au processus de synthèse effectif au sein de la formation.

Le président du Comité, Miguel Vargas, a ensuite remercié le parti hôte puis a axé son intervention sur la violence en Amérique latine et dans les Caraïbes, les défis de sécurité publique, les inégalités et l'importance de l'éducation pour améliorer la situation actuelle. Le chancelier dominicain a rappelé que l'Amérique latine et les Caraïbes est la région la plus violente de la planète selon les dernières études de l'OMS. Le thème de la sécurité publique



est complexe et les inégalités de notre continent sont l'un des éléments qui expliquent la violence. M. Vargas a souligné l'importance de l'éducation pour la combattre à moyen et à long terme. Une population plus instruite décroche de meilleurs emplois et améliore ses conditions de vie. Nos pays doivent donc miser sur la mise en place de systèmes d'éducation intégraux qui favorisent la créativité grâce à l'innovation et la recherche et préparent nos citoyens à relever les défis de ces prochaines années, conclut-il.

Le secrétaire général de l'Internationale Socialiste, Luis Ayala, a rappelé que l'IS est une famille qui partage des valeurs, des principes, mais également une mémoire collective, ce qui l'a amené à se souvenir, à Montevideo, d'un grand leader uruguayen tombé dans la lutte pour la démocratie, Zelmar Michelini, qu'il a eu la chance de connaître. Il s'est également souvenu d'un leader historique dominicain, José Francisco Peña Gómez, alors que l'on commémore les vingt ans de sa mort. M. Peña Gómez fut le premier président du Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'IS, suivant la voie du projet qui voulait porter l'Internationale au-delà des portes de l'Europe pour en faire une organisation véritablement globale. En cheminant sur cette route, par ses actions d'envergure internationale, l'IS s'est solidarisé avec les luttes pour la libération en Afrique, plantant ainsi un nouveau pilier de notre Internationale dans cette région du monde où de nombreux partis de cette famille politique sont actuellement au gouvernement où existent désormais la démocratie, la paix, les droits et les libertés. Et de rappeler que l'IS est également présente en Asie, en Europe de l'Est et dans les anciennes républiques soviétiques, ce qui en fait la plus grande organisation de partis à l'échelle internationale. À l'heure actuelle, notre mouvement est confronté aux défis du populisme, des nationalismes émergents et du recul démocratique qui en découle, ainsi qu'à des niveaux d'insécurité grimpants du fait de conflits ouverts ou latents dans plusieurs régions du monde, aux effets des changements climatiques et à la recrudescence des inégalités, autant de facteurs qui nous imputent une responsabilité particulière au regard de notre identité et de nos objectifs de paix, de démocratie et d'égalité.

Suite à l'ouverture de la rencontre, les délégués ont débattu des thématiques principales inscrites à l'ordre du jour : « Travailler pour le changement auquel nous aspirons : renforcer les institutions de l'État démocratique, garantir les droits et les libertés et accroître le bien-être » et « l'Amérique latine et les Caraïbes face aux enjeux internationaux du renforcement de la paix et de la sécurité, de la construction d'une économie plus juste et de la réponse juste à apporter aux migrations et à l'urgence des réfugiés ».

Les participants venus de différents pays de la région ont abordé en profondeur les thèmes inscrits à l'ordre du jour, abordant également les enjeux de la thématique de l'égalité des sexes auxquels est confrontée aujourd'hui la région. Le Comité a pu compter sur la présence et les interventions des vice-présidents de l'IS d'Amérique latine et des Caraïbes, à savoir : Isabel Allende (PS, Chili), Elsa Espinosa (PRI, Mexique), Sandra Torres (UNE, Guatemala), Jesús Rodríguez (UCR, Argentine), Bernal Jiménez (PLN, Costa Rica), Víctor Benoit (Haïti), le vice-président de l'IS et hôte de la réunion, Rafael Michelini, ainsi que la vice-présidente du Comité, Eyra Ruiz (PRD, Panama).

Les participants ont également eu l'occasion de discuter avec Alejandro Guillier et Efraín Alegre, candidats des forces politiques sociales-démocrates aux dernières élections présidentielles au Chili et au Paraguay, respectivement, qui ont fait part de leur expérience électorale et de leur opinion à l'égard des grands enjeux des pays de la région.

Tout au long de la matinée du deuxième jour de la réunion, les délégués ont partagé et présenté les situations nationales de leur pays respectif. Suite aux débats, et découlant de ceux-ci, le Comité a adopté les déclarations faisant état de son point de vue sur la Bolivie, le Guatemala, Haïti, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, le Venezuela ainsi qu'une déclaration en hommage à José Francisco Peña Gómez.

Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Internationale Socialiste  
Montevideo, Uruguay, 17 et 18 mai 2018

**Résolution sur la Bolivie**

Original : espagnol

Le Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Internationale Socialiste, réuni à Montevideo les 17 et 18 mai :

Réitère la déclaration du XXVe Congrès de l'Internationale Socialiste en mars 2017 à Carthagène sur les restrictions judiciaires imposées aux leaders politiques en Amérique latine.

Le Comité exprime à nouveau son inquiétude au sujet des restrictions judiciaires imposées en Bolivie au leader de son parti membre Unité Nationale, Samuel Doria Medina, sur décision des tribunaux de garanties qui restreignent systématiquement ses voyages à l'étranger lorsque ceux-ci revêtent un caractère politique.

Le Comité déclare que restreindre ses déplacements et la dimension internationale de son travail ne correspond pas à une mesure raisonnable dans un État démocratique et de droit.

---

### **Résolution sur le Guatemala**

Original : espagnol

Le Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Internationale Socialiste, réuni à Montevideo les 17 et 18 mai :

Salue et reconnaît les avancées en matière de lutte contre la corruption et l'impunité dans ce pays d'Amérique centrale. Néanmoins, il met en garde contre la judiciarisation préoccupante et progressive de la politique au Guatemala et le risque que le pouvoir judiciaire se politise et s'implique dans les conflits et affrontements politiques et partisans de cette nation.

Le phénomène de judiciarisation de la politique représente une menace pour la consolidation de la démocratie guatémaltèque, puisque les juges et les procureurs deviennent des acteurs capables de décider des orientations politiques et font aussi l'objet de soupçons de partialité.

Le Comité lance un appel aux acteurs de la justice de ce pays à préserver leur indépendance et leur objectivité dans l'exercice de leur fonction, aux partis politiques à approfondir les réformes visant à consolider le système démocratique, et à la société guatémaltèque à soutenir la lutte contre la pauvreté, contre la corruption et pour la consolidation de la paix.

---

Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Internationale Socialiste  
Montevideo, Uruguay, 17 et 18 mai 2018

**Résolution sur Haïti**

Le Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Internationale Socialiste réuni à Montevideo, capitale de la République d'Uruguay, au sujet d'Haïti, adopte la résolution suivante :

- 1.- Demande aux forces progressistes et démocratique d'Haïti de poursuivre leurs efforts pour la mise en place, dans les plus brefs délais, du Conseil électoral permanent et du Conseil constitutionnel, deux institutions importantes pour le renforcement du processus de démocratisation de ce pays ;
- 2.- Exhorte toutes les forces démocratiques d'Haïti à poursuivre leurs travaux de renforcement des institutions de l'État et de la transparence ;
- 3.- Encourage l'application dans ce pays d'une politique de développement économique et social susceptible de créer des emplois dignes en vue de freiner la migration de la population haïtienne, en rendant aux jeunes la confiance dans les perspectives d'avenir de leur pays.

---

Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Internationale Socialiste  
Montevideo, Uruguay, 17 et 18 mai 2018

**Résolution sur le Nicaragua**

Original : espagnol

Le Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Internationale Socialiste, réuni à Montevideo les 17 et 18 mai :

- 1.- Rappelle la déclaration de l'Internationale Socialiste émise le 23 avril dernier sur la situation au Nicaragua ;
  - 2.- Réitère sa consternation face aux nombreuses pertes humaines et déplore la violence utilisée contre les manifestants au cours des dernières semaines ;
  - 3.- Affirme que seule la démocratie et le plein respect de toutes les libertés et de tous les droits de ses citoyens permettra au Nicaragua d'avancer vers un avenir de coexistence, de paix sociale et de progrès pour tous ;
  - 4.- Réclame une enquête impartiale et objective sur les décès survenus lors des incidents de ces dernières semaines afin d'éclaircir les faits et d'établir les responsabilités respectives ;
  - 5.- Le Comité restera attentif au dialogue en cours, auquel participent les parties au conflit, en le reconnaissant comme étant la seule voie possible et adéquate pour dégager une solution pacifique à la crise actuelle.
-

### **Résolution sur le Panama**

Original: espagnol

Le Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Internationale Socialiste, réuni à Montevideo les 17 et 18 mai :

Réitère son intérêt pour la lutte contre la corruption et l'impunité au Panama. Il met en garde contre la judiciarisation préoccupante et progressive de la politique dans le pays et sur le risque de voir le pouvoir judiciaire et le ministère public se politiser et s'impliquer dans les affaires politiques du pays.

Le phénomène de judiciarisation de la politique représente une menace à la consolidation de la démocratie panaméenne, puisque certains juges et procureurs deviennent des acteurs capables d'influencer l'orientation politique et d'intimider les dirigeants de l'opposition.

Le comité lance un appel aux acteurs de la justice et au Bureau du Contrôleur général de la République à préserver l'indépendance et l'objectivité de leurs actions, aux partis politiques à approfondir les réformes qui consolident le système démocratique et à la société panaméenne à rester vigilante face aux attaques contre les institutions démocratiques.

---

### **Résolution sur le Paraguay**

Original : espagnol

Le Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Internationale Socialiste, réuni à Montevideo les 17 et 18 mai derniers, dans le cadre de ses discussions sur le renforcement de l'État démocratique dans la région, s'est penché sur la tenue des élections générales au Paraguay en avril dernier, aux côtés des représentants de son parti membre, le Parti démocratique progressiste (PDP), et du candidat à la présidence de la République de la coalition GANAR, Efraín Alegre, leader du Parti libéral radical authentique (PLRA).

Les membre du comité ont pris note du fait que le processus électoral au Paraguay présente toujours des faiblesses et des lacunes qui, près de trente ans après la fin de la dictature, devraient être corrigées et minent la confiance et la crédibilité des électeurs. En particulier, l'absence de rigueur dans le décompte rapide des voix et la présentation partielle et sélective des résultats des scrutins, ainsi que la manipulation des sondages lors de la période préalable aux élections et le jour-même des élections, comme le prouve la forte disparité entre les chiffres anticipés communiqués et les résultats annoncés par la suite.

Dans le cadre du processus électoral en lui-même, il convient de souligner l'esprit civique et la disponibilité d'Efraín Alegre et de la coalition qui l'a appuyé dans la mobilisation des citoyens paraguayens en faveur des objectifs légitimes et nécessaires de renforcement et d'approfondissement de la démocratie dans le pays, de ses institutions politiques et de l'État, ainsi que leur disposition et leur engagement à entreprendre les réformes nécessaires de sorte que le Paraguay puisse compter sur une démocratie efficace et fondée sur des institutions solides, au bénéfice de tous ses citoyens.

Le Comité a reconnu et a encouragé Efraín Alegre et les membre de sa coalition présents à la réunion à poursuivre leurs efforts et leurs travaux afin de permettre au peuple paraguayen d'envisager de nouvelles perspectives et de franchir de nouvelles étapes dans la vie politique de leur pays, ce qui est possible dans le cadre d'une démocratie pleine telle que lui-même et ses compagnons y aspirent et qui permettra au Paraguay d'entrer dans le XXI<sup>e</sup> siècle.

### **Résolution sur le Venezuela**

Original : espagnol

Le Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Internationale Socialiste, réuni à Montevideo les 17 et 18 mai, déclare que :

L'Internationale Socialiste s'est étroitement impliquée pendant de nombreuses années dans la situation prévalant au Venezuela et a constaté avec inquiétude le délitement de sa démocratie et l'autoritarisme croissant dans l'exercice des différentes fonctions publiques du pays. L'Internationale a exprimé avec constance et de manière systématique à travers ses différentes instances, en particulier son Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes, son engagement pour la démocratie au Venezuela et sa préoccupation quant à son affaiblissement. En lien avec ce qui précède, l'Internationale n'a cessé de dénoncer les violations des droits de l'homme des Vénézuéliens, les restrictions à leurs libertés et droits politiques, la dégradation de leurs conditions de vie et la polarisation de leur société.

L'IS a toujours cru que les défis de la démocratie ne se relèvent qu'avec davantage de démocratie. Dès lors, nous avons salué les résultats des élections de 2015. Néanmoins, depuis l'instauration de l'Assemblée nationale en janvier 2016, le gouvernement du président Maduro s'est obstiné à ignorer la volonté souveraine, en alléguant des outrages, en bloquant des initiatives puis en convoquant l'élection de l'Assemblée constituante en faisant fi des protestations légitimes de l'Assemblée nationale.

À la veille des élections présidentielles convoquées le dimanche 20 mai, le Comité déclare qu'il n'existe aujourd'hui aucune autorité indépendante au Venezuela en charge du processus électoral. La date du scrutin a été fixée puis modifiée unilatéralement et arbitrairement, ne laissant pas de délai suffisant pour obtenir des candidatures compétitives. Des leaders politiques se trouvent dans l'incapacité de soumettre leur candidature puisqu'ils sont incarcérés, invalidés ou en exil. Il n'existe aucun moyen d'accéder librement aux moyens de communication afin de mener des activités de campagne électorale, alors qu'il est manifeste que le gouvernement abuse quotidiennement des ressources publiques pour garantir sa réélection. Aucune mission d'observation internationale crédible n'est présente et le système de vote automatisé est remis en cause depuis le scrutin de l'Assemblée constituante d'août 2017 par l'entreprise qui a fourni la technologie utilisée pour ce système. Par conséquent, le Comité n'octroie aucune légitimité aux prochaines élections du fait de l'absence de garanties minimales permettant de les qualifier de libres et justes.

À nouveau, le Comité a bon espoir que les efforts et les aspirations du peuple vénézuélien ouvriront la voie à la restauration de la démocratie dans ce pays qui permettra d'assurer un avenir de liberté et de dignité au peuple frère du Venezuela.

Le Comité réitère son appel à la libération de tous les prisonniers politiques ; au respect de l'Assemblée nationale et de toutes ses prérogatives et à la reconnaissance de l'autorité et de l'immunité des parlementaires dans l'exercice de leur fonction ; à la nomination d'autorités électorales indépendantes et à la mise en place d'un calendrier électoral qui garantit un scrutin libre, juste et compétitif dans les plus brefs délais, comptant sur une participation véritable et vaste des partis et des candidats.



Le Comité, en tenant compte de la grave crise économique à laquelle le pays fait face et de la pénurie de denrées alimentaires, de médicaments et de biens de première nécessité, lance un appel au gouvernement, à la société civile, aux organismes internationaux et à la communauté internationale à mobiliser immédiatement toute l'aide humanitaire possible pour le Venezuela.

Notre Internationale ne cessera d'appuyer la lutte pour la liberté et la démocratie du peuple vénézuélien, auquel nous adressons aujourd'hui, depuis Montevideo, toute notre solidarité.

---

### **DÉCLARATION SUR JOSÉ FRANCISCO PEÑA GÓMEZ**

Original : espagnol

Le Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Internationale Socialiste, réuni à Montevideo les 17 et 18 mai,

En ce vingtième anniversaire de sa disparition, rend un vibrant hommage au leader dominicain José Francisco Peña Gómez, toujours présent à nos mémoires. Il fut, à la tête de son parti membre, le Parti révolutionnaire dominicain (PRD), le premier président du Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Internationale Socialiste et une référence mondiale du mouvement social-démocrate international dans le cadre des responsabilités qu'il a assumées à la direction de cette Internationale Socialiste.

M. Peña Gómez a consacré sa vie et son leadership à œuvrer pour faire avancer et consolider la démocratie dans son pays et à travers tout le continent ; pour la paix à une époque où les conflits secouaient l'Amérique centrale ; et pour la solidarité qui s'est imposée comme le signe identitaire de notre mouvement dans un continent qui jetait les bases démocratiques d'une nouvelle ère.

Grâce à son exemple et à son dévouement, M. Peña Gómez demeure aujourd'hui une référence pour tous dans le continent et au sein de notre mouvement international ainsi qu'un leader dont l'enseignement et la lutte perdurent dans les efforts déployés pour bâtir un continent de libertés, de droits, de justice accrue et de plus grande solidarité.

---



## La CEI, le Caucase et la Mer Noire

### Réunion du Comité de l'IS pour la CEI, le Caucase et la mer Noire, St Pétersbourg, Russie

**25-26 mai 2018**



*Sergey Mironov, leader du Parti Une Russie Juste, le SG de l'IS Luis Ayala, le vice-président de l'IS Alexander Romanovich*

Le Comité pour la CEI, le Caucase et la mer Noire de l'Internationale Socialiste s'est réuni à Saint-Pétersbourg, en Russie, les 25 et 26 mai 2018 accueilli par son parti membre dans ce pays, Une Russie juste, dont le leader, Sergey Mironov, s'est exprimé devant l'assemblée à son ouverture.

L'ordre du jour de la réunion s'est concentré sur trois thèmes principaux : « Déployer une stratégie commune pour renforcer la social-démocratie dans la région », « Un aperçu de l'avancement de la démocratie et de ses institutions dans la région » et « Notre contribution en tant que mouvement à la paix dans la résolution et la prévention des conflits ». À l'occasion des vives et riches discussions qui ont eu lieu, les participants ont partagé des informations avec leurs collègues concernant la situation politique et sociale dans leur pays respectif, les défis auxquels ils font face et les travaux menés à bien par leur parti.

Cette réunion, présidée par le Secrétaire général de l'IS, Luis Ayala, a eu pour tâche d'élire les nouvelles autorités du Comité. Alexandra Dobolyi (MSzp, Hongrie), Araz Alizadeh (SDPA, Azerbaïdjan) et Mikalai Statkevich (SDP-NH, Belarus) ont été élus à l'unanimité à la coprésidence.

Une déclaration fut émise à l'issue de la réunion.

## DÉCLARATION

Original : anglais

Le Comité pour la CEI, le Caucase et la mer Noire de l'Internationale Socialiste, réuni à Saint-Pétersbourg, en Russie, les 25 et 26 mai 2018, accueilli par son parti membre dans ce pays, Une Russie juste, a débattu de la contribution de notre mouvement à l'avancement de la démocratie et de ses institutions, à la résolution et à la prévention des conflits et au renforcement de la paix dans la région, ainsi qu'au déploiement d'une stratégie commune pour renforcer la social-démocratie dans la région.

Le Comité a pris note que la social-démocratie est un mouvement en plein essor dans la région, où les partis membres jouent un rôle de plus en plus important dans la vie politique de différents pays, et a réaffirmé que les principes et les valeurs qui inspirent notre Internationale sont reconnus et partagés par un nombre croissant de citoyens, ouvrant la voie à une plus grande représentation des partis membres de l'IS aux mouvements sociaux, aux parlements et aux gouvernements de la région. Le Comité a pris acte que les travaux de nos membres en faveur des libertés et des droits fondamentaux, au nom des plus vulnérables, ont contribué à progresser vers les objectifs démocratiques et à consolider la paix. Néanmoins, il reste encore beaucoup à faire.

Parmi les enjeux mentionnés dans le cadre de ce Comité, les membres ont rappelé qu'il est nécessaire de garantir à tous les citoyens ressortissants des pays de la CEI, du Caucase et de la Mer Noire la jouissance d'un accès libre et équitable à différents médias écrits et électroniques, tels que la télévision, la radio, l'Internet et d'autres sources d'information, notamment les médias officiels, ceux de l'opposition et la presse étrangère. L'imposition de barrières, dont celles sanctionnées par la législation, à la libre distribution et à l'accès à une information de qualité a soulevé de fortes objections, ainsi que les différentes méthodes visant à influencer ou à avoir un effet sur les médias libres et ceux y travaillant, notamment les poursuites contre les journalistes locaux et étrangers. Le Comité regrette l'impasse armée dans laquelle se trouve le sud-est de l'Ukraine et appelle à un règlement pacifique du conflit conformément aux Accords de Minsk et au Format Normandie. Le Comité a lancé un appel au président Vladimir Poutine en Russie et au président Petr Poroshenko en Ukraine à adopter une initiative humanitaire et à procéder à l'échange de prisonniers : les Ukrainiens emprisonnés en Russie pour les Russes emprisonnés en Ukraine, sur la base du principe de « tous pour tous ».

Concernant le Belarus, le Comité a exprimé son inquiétude au sujet des pressions exercées sur les membres et les représentants de la société civile, sur le parti membre de l'IS, le Parti social-démocrate « Narodnaya Gramada », sur le syndicat radioélectronique et sur d'autres organisations démocratiques et sociales du pays. Le Comité exhorte les autorités à cesser immédiatement toute oppression motivée par des raisons politiques et à libérer sans attendre tous les prisonniers politiques. Le Comité exhorte également les autorités bélarusses à plus de transparence lors des processus électoraux et mécanismes de décompte des voix dans le pays. Concernant la situation en Arménie, le Comité exprime son soutien au mouvement populaire et applaudit toutes les parties pour la transition pacifique du pouvoir en cours, en espérant que le processus se poursuivra dans le plein respect de la Constitution du pays. Le comité soutient le parti membre de l'IS en Arménie, ARF-Dashnaksutyun, alors qu'il déploie des efforts

soutenus pour réformer le gouvernement fédéral, dans le but de créer un système parlementaire qui veille à une séparation des pouvoirs entre le pouvoir législatif, exécutif et judiciaire du gouvernement dans son ensemble. Dans ce contexte, le Comité soutient son parti membre dans sa lutte contre les monopoles illégaux, contre la corruption, en faveur d'une justice sociale et pour donner plus de pouvoir à l'opposition parlementaire, pour un système gouvernemental plus décentralisé et pour un gouvernement plus ouvert, transparent et responsable, à tous les niveaux.

Face à la recrudescence de l'utilisation et de l'application de sanctions comme outils politiques régissant les relations entre les différents États, tout en prenant en compte le besoin de renforcer le dialogue et les contacts entre les différents acteurs politiques internationaux pour réduire les différences, le Comité a estimé que de telles mesures devraient exclure les restrictions aux déplacements imposées aux leaders politiques et aux députés qui jouissent habituellement d'une immunité dans les systèmes politiques démocratiques.

---



## Espagne

L'Internationale Socialiste félicite Pedro Sánchez

**2 juin 2018**



L'Internationale Socialiste félicite Pedro Sánchez, leader du parti socialiste espagnol, PSOE, et vice-président de l'IS, en devenant président du gouvernement espagnol, prenant ses fonctions le samedi 2 juin 2018. Le mouvement social-démocrate mondial célèbre cette nouvelle et souhaite à lui et à nos camarades espagnols tous les succès dans ces nouveaux temps pour l'Espagne et son peuple.



## L'IS salue l'accord signé hier par la Grèce et l'ex-République yougoslave de Macédoine

**18 juin 2018**

Les partis appartenant à la famille politique socialiste sont engagés en faveur de la paix et de la coopération entre les peuples et les pays des Balkans.

Les partis du socialisme démocratique ont un rôle décisif à jouer en cette période troublée. Nous nous opposons à l'extrême droite et aux forces démagogiques qui s'échinent à miner les succès démocratiques et les sociétés pluralistes. Nous nous opposons à leur rhétorique et à leurs actions autoritaires qui menacent les garanties démocratiques fondamentales apportées à chaque citoyen, à leurs droits et à la libre expression de la voix des citoyens. Nous nous opposons à leur tentative de division en usant du nationalisme, de la xénophobie et des discours de haine.

La résolution pacifique des conflits en cours par des solutions mutuellement acceptées est la seule issue possible si nous voulons instaurer la stabilité, la sécurité, l'État de droit et une croissance durable dans la région des Balkans.

Pour toutes ces raisons, nous avons respecté l'esprit et les principes de l'Agenda pour les Balkans occidentaux adopté au Conseil européen à Thessalonique en 2003 qui a donné des moyens efficaces aux pays de la région d'adhérer à l'UE, après avoir rempli les conditions prescrites.

C'est dans cet esprit que nous saluons la décision d'Athènes et de Skopje de mettre fin à la question demeurée en suspend du nom constitutionnel de l'ex-République yougoslave de Macédoine grâce à un accord conclu sous l'égide des Nations Unies.

Quelles qu'aient été les difficultés, cette avancée majeure renforcera considérablement la coopération régionale et des citoyens tout en offrant de nouvelles perspectives de développement des infrastructures, d'investissement innovant, de développement durable, de commerce et de tourisme en une période de crise économique.

Dans ce contexte,

Nous adressons nos vœux de succès au gouvernement de Zoran Zaev dans l'accomplissement des différentes étapes nécessaires à la mise en œuvre de cet accord.

Nous encourageons toutes les forces politiques progressistes à rester solidaires de cet effort de croissance et de stabilité dans la région des Balkans.

Nous en appelons aux citoyens progressistes des deux pays à lutter activement contre les rhétoriques de division et la polarisation.

Ce moment offre une chance unique à un avenir pacifique et sûr pour tous. Il s'agit d'une occasion à ne pas manquer.





## Pierre Mauroy

### 5e anniversaire de la mort de Pierre Mauroy

**7 juin 2018**

Le 7 juin, à l'occasion du cinquième anniversaire du décès de l'ancien président de l'Internationale Socialiste, Pierre Mauroy, le secrétaire général de l'IS a rejoint d'anciens collaborateurs proches de Pierre Mauroy au cimetière de Lille pour y déposer une gerbe de fleurs et lui rendre hommage au nom de l'IS. Ancien maire de Lille et Premier ministre français, Pierre Mauroy a assumé la présidence de l'IS entre 1992 et 1999.



*Jean-Michel Rosenfeld,  
Luis Ayala, Michel  
Thauvin sur la tombe de  
Pierre Mauroy à Lille*







## In Memoriam



**Abdul Razzaq Mirza**  
**aussi connu comme Abdul Razzaq al-Feily**

**1945 - 2018**

Cofondateur de l'Union patriotique du Kurdistan,  
Abdul Razzaq Mirza a occupé plusieurs postes de direction  
dans l'UPK et le gouvernement régional du Kurdistan.

Dans notre Internationale, nous nous souviendrons long temps de lui  
pour son dévouement à la cause kurde, à son peuple, pour son travail  
pour son parti, et pour son engagement ferme en vers les valeurs et les  
principes que nous partageons dans cette famille politique mondiale.

## **ACTIVITÉS DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE**

### **du Conseil à Barcelone en novembre 2017 jusqu'au Conseil à Genève en juin 2018**

#### **Novembre 2017**

Réunion du Conseil de l'IS à Barcelone, Espagne

Observation des élections : premier tour des élections présidentielle et parlementaires au Chili

#### **Décembre**

Réunion du Comité Afrique de l'IS à Luanda, Angola

Observation des élections: deuxième tour des élections présidentielles au Chili

#### **Janvier 2018**

Participation au IX Congrès du PAIGC de Guinée-Bissau

#### **Février**

Observation des élections: élections générales au Costa Rica

Événement de la campagne électorale avec le PDP, Paraguay

Réunion avec le président du Comité de l'IS pour l'Amérique latine et les Caraïbes au Santo Domingo, République Dominicaine

#### **Mars**

Participation au congrès fondateur du Mouvement pour le Changement en Grèce

Participation au congrès de l'INC, Inde

Réunions sur la situation en matière de sécurité dans la péninsule coréenne, Séoul, Corée du Sud

Participation à la 138ème Assemblée de l'UIP et réunion des parlementaires des partis membres de l'IS, Genève

## **Avril**

Présence pendant la campagne électorale en Hongrie

Participation au Congrès du PS, France

Présence au Sommet des Amériques en Lima, Pérou, et participation dans un événement de l'APRA

Observation des élections: Élections générales en Paraguay

Participation à la Conférence Fatah et à l'Aperture du Conseil Palestinien en Ramallah

Réunions avec les partis membres israéliens en Jérusalem

## **Mai**

Participation aux événements du 20ème anniversaire du décès de José Francisco Peña Gómez, République Dominicaine

Réunion du Comité de l'IS pour l'Amérique Latine et les Caraïbes à Montevideo, Uruguay

Réunion du Comité de l'IS pour la CEI, le Caucase et la Mer Noire à Saint-Petersbourg

## **Juin**

Réunions des Comités d'Ethique et de Finances de l'IS à Genève

Réunion du Présidium de l'IS à Genève

Réunion du Conseil de l'IS à l'ONU, Genève

Réunion du Conseil de l'ISF à Genève